

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face à la crise politique et économique

© LDC



■ **L'impérialisme français
et la Nouvelle-Calédonie**

■ **Grande-Bretagne:
vers l'alternance**

■ **La crise en Allemagne**

■ **Guerre et pillages en RDC**

■ **La crise économique
aux États-Unis**

■ **Une résistance antinazie,
ouvrière et internationaliste**

Au sommaire de ce numéro

Face à la crise politique et économique, renouer avec la lutte de classe	1
Nouvelle-Calédonie: une colonie que l'impérialisme français ne veut pas lâcher	8
Grande-Bretagne: Starmer et les travaillistes prêts à servir les capitalistes	14
Allemagne: face à la crise économique, quelle perspective pour les travailleurs?	20
République démocratique du Congo: guerres incessantes et pillage des matières premières	25
États-Unis: à propos de la crise économique	31
Une résistance antinazie, ouvrière et internationaliste: les trotskystes de Nantes et de Brest (1939-1945)	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Face à la crise politique et économique, renouer avec la lutte de classe

Prenant prétexte de la claque électorale subie par son camp, Macron a annoncé dimanche 9 juin, au soir même des élections européennes, la dissolution de l'Assemblée nationale pour «redonner la parole aux électeurs». Cette dissolution surprise et l'extrême brièveté d'une campagne de moins de trois semaines ont jeté un pavé dans le marigot politique. De son côté, Lutte ouvrière s'est donné les moyens d'être présente presque partout pour faire entendre sa voix et son programme. Des candidats seront présents dans 550 circonscriptions, dont 536 des 539 de métropole, sept dans l'île de La Réunion, une en Guyane, une à Mayotte, trois en Guadeloupe et deux en Martinique présentés par l'organisation antillaise Combat ouvrier.

Le score élevé de l'extrême droite aux élections européennes, 31,5% pour le Rassemblement national (RN) et même 40% en ajoutant le résultat de Reconquête et autres listes réactionnaires, n'a rien d'une surprise. La montée du RN et son implantation électorale dans un nombre de plus en plus important de territoires, en particulier dans les régions frappées par le chômage et la disparition des services publics, se confirme élection après élection. Le 9 juin, la liste du RN était en tête dans 93% des communes, dans 457 des 577 circonscriptions, et une liste de gauche ne l'était que dans 78 circonscriptions.

UNE CRISE POLITIQUE EN GERME DEPUIS DEUX ANS

Si Macron a déclenché la crise politique en dissolvant l'Assemblée, elle couvait depuis des mois. Depuis juin 2022, son parti n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée et, malgré les nombreux moyens mis à disposition du chef de l'État par la Constitution bourgeoise, il a dû sans cesse soit négocier avec les

députés pour faire passer ses lois soit, user de l'article 49-3 de la Constitution. En dissolvant par surprise, Macron visait à prendre de court les autres partis, à achever l'éclatement du parti de droite Les Républicains (LR), à obliger ses partisans déjà en lice pour lui succéder en 2027 à serrer les rangs derrière lui, et pariait sur la division des partis de gauche qui s'investissaient publiquement depuis des mois, en particulier sur la question de Gaza. On connaîtra bientôt le résultat de son pari.

Si le RN accédait au pouvoir après le 7 juillet, en envoyant à Matignon un Premier ministre issu de ses rangs, tout en cohabitant avec Macron installé à l'Élysée, cela permettrait au RN de prouver qu'il est un parti de gouvernement, responsable vis-à-vis de la grande bourgeoisie. La bourgeoisie n'est pas forcément opposée à une arrivée du RN aux affaires, mais seule une minorité de capitalistes le soutiennent. Si, dans les classes populaires, l'absence d'expérience gouvernementale («On ne l'a jamais essayé») est un argument en faveur du RN, il n'en va pas de même parmi les capitalistes.

Certains bourgeois peuvent redouter une péripétie comparable au Brexit, ou des mesures contre les travailleurs étrangers qui les priveraient d'une main-d'œuvre dont ils ont besoin. Or la bourgeoisie n'aime pas l'incertitude, comme en a témoigné la fébrilité à la Bourse de Paris au lendemain de l'annonce de la dissolution. C'est pour répondre à ces appréhensions que les dirigeants du RN, Marine Le Pen et Jordan Bardella, multiplient les gages de bonne volonté, en répétant qu'ils géreront le capitalisme, sans aventurisme aucun. Une cohabitation permettrait au RN de prouver que son accès au pouvoir n'engendre pas de chaos économique sous forme d'une envolée des taux d'intérêt, d'un krach boursier ou d'une crise européenne.

Macron garde certes la préférence de la grande bourgeoisie. Son équipe est liée par de multiples relations aux grandes familles bourgeoises et aux dirigeants des grands groupes. Mais au fur et à mesure qu'il s'approche du pouvoir, le RN donne tous les gages de respectabilité. Sur sa liste des européennes, il a placé des hauts-fonctionnaires,

des commissaires de police et un ex-ministre de Sarkozy. Avant même d'être élu, malgré des annonces contradictoires sur les questions sociales, Bardella a prévenu qu'il ne pourra pas satisfaire ses promesses sur la baisse de la TVA sur l'énergie ou l'annulation de la réforme des retraites : « *Nous ne pourrions pas tout, tout de suite...* » (RMC, le 11 juin).

LE RN, UN PARTI BOURGEOIS RÉACTIONNAIRE

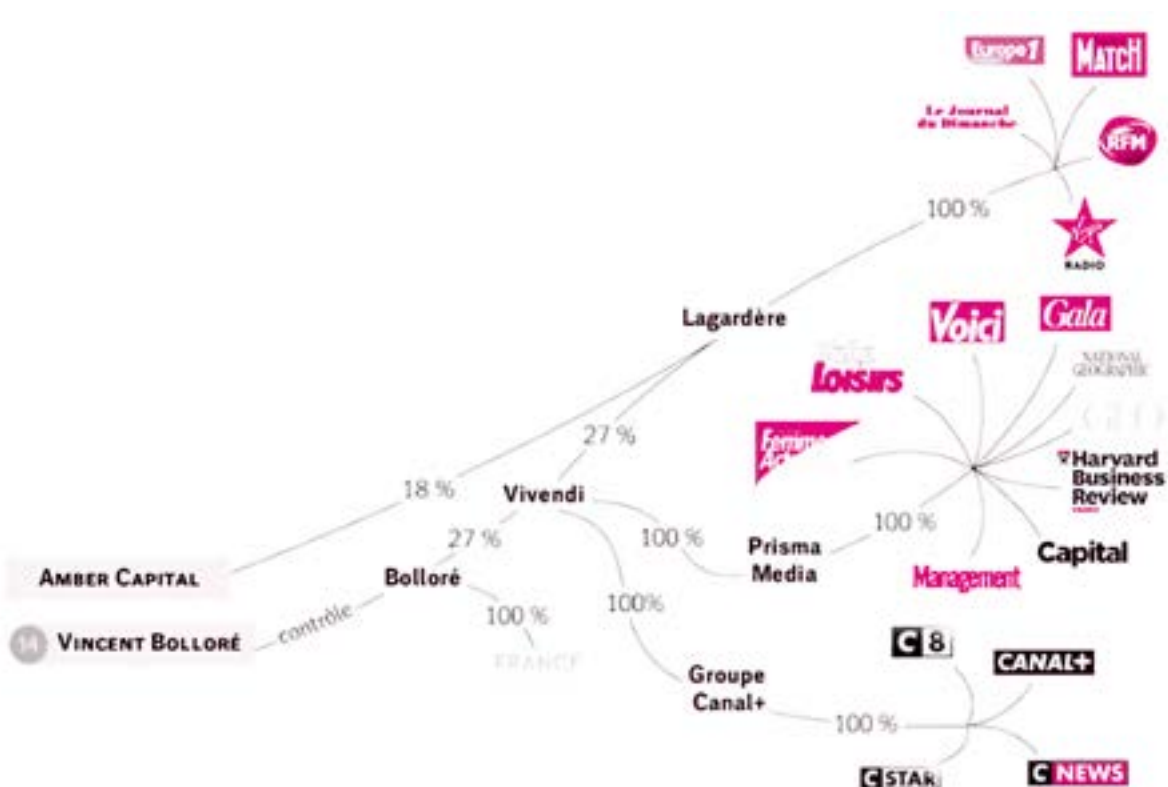
Issu du Front national, fondé en 1972 par des anciens de l'Algérie française et de la collaboration, le RN est devenu un parti bourgeois classique, réactionnaire et xénophobe, mais qui se déploie sur le terrain électoral et aspire à gouverner en s'appuyant sur l'appareil d'État en place. Marine Le Pen n'est pas fondamentalement différente d'une Meloni en Italie ou d'un Trump aux États-Unis. Le RN n'est pas un parti fasciste qui disposerait de milices armées parallèles à la police et qui, du

point de vue de la bourgeoisie, représenterait une source d'instabilité même sans que la situation politique n'exige de recourir à lui. Le RN a déjà trouvé le soutien du milliardaire Vincent Bolloré. Celui-ci a orchestré le ralliement au RN du président de LR, Éric Ciotti. Bolloré milite pour une alliance RN-LR et a mobilisé son empire médiatique (C-News, Europe 1, *Journal du dimanche*...) pour en faire la promotion. En même temps, si, à l'image de Meloni en Italie, le RN s'est intégré au jeu institutionnel, la situation politique peut changer rapidement, par exemple à la faveur de la crise économique, et la petite bourgeoisie peut se radicaliser, fournissant ainsi une base sociale à un mouvement de type fasciste.

Depuis 2017 et l'arrivée de Macron à l'Élysée sur fond de discrédit du PS et de la droite, le système d'alternance qui a régi la vie politique française pendant des décennies est en panne. Cette alternance droite-gauche, avec un personnel politique que la grande bourgeoisie connaissait bien, a fonctionné

tant que les richesses accumulées dans le pays impérialiste qu'est la France ont permis d'accorder quelques droits et protections à une fraction importante des classes populaires. Ce système s'est grippé au fur et à mesure de l'aggravation de la crise économique, quand la bourgeoisie, sous la pression de la concurrence de plus en plus dure, est devenue plus féroce avec les travailleurs et plus exigeante vis-à-vis de ses serviteurs politiques. Au pouvoir, les partis de gauche et de droite se sont usés de plus en plus rapidement auprès de l'électorat populaire, qui constitue quand même la grande majorité de leur électorat. Ainsi, ni Sarkozy ni Hollande n'ont pu se faire réélire à l'issue de leur mandat.

La crise politique actuelle peut être l'occasion pour la bourgeoisie d'intégrer le RN à la gestion de l'État et au jeu d'alternance, relançant ainsi pour un temps la machine à illusions. Pour autant, l'arrivée au pouvoir du RN serait bien sûr un recul supplémentaire pour les classes populaires et un choc en particulier



L'empire de Bolloré, un capitaliste parmi d'autres : le vrai pouvoir à renverser.

ACRIMED



Dans certains départements, la prise de rendez-vous par Internet en préfecture pour des papiers est quasi impossible.

pour les travailleurs issus de l'immigration. Elle ne pourra que renforcer, au sein de la police, des juges, des services de l'État, les éléments les plus xénophobes, réactionnaires, hostiles à l'existence des syndicats. Cela renforcera dans l'État et dans la société tous ceux qui ne tolèrent pas la contestation de l'ordre bourgeois. Elle renforcera les patrons qui licencient arbitrairement des délégués du personnel et trouveront un soutien chez des juges ou au ministère du Travail. Elle renforcera ceux, parmi les policiers, qui sont déjà prêts à éborgner des manifestants ou à abattre des jeunes de banlieue sous le moindre prétexte. Le RN sera contraint de piétiner toutes ses promesses sur le terrain social, et fera donc de la surenchère dans sa démagogie anti-immigrés.

C'est pour affirmer sa solidarité avec cette importante partie de la classe ouvrière qui s'inquiète à juste titre de l'arrivée au pouvoir du RN que Lutte ouvrière a appelé à participer aux manifestations contre l'extrême droite organisées les 15 et 16 juin, bien que l'intersyndicale organisatrice ait appelé à ces manifestations pour soutenir l'alliance électorale dite Nouveau Front populaire (NFP) scellée en quelques jours par les partis de gauche.

LA RESPONSABILITÉ DES PARTIS DE GAUCHE

Une victoire électorale du NFP, composé de politiciens et de partis qui ont déjà gouverné, n'enrayerait ni la progression des idées réactionnaires ni la marche vers la catastrophe sociale que subissent déjà des fractions entières de la classe ouvrière. Si un gouvernement de gauche émerge de ces élections, il se retrouvera avec le même appareil d'État anti-ouvrier, confronté à la même police raciste, enragée par la défaite de l'extrême droite, et surtout soumis à la même classe capitaliste qui exigera de nouvelles attaques anti-ouvrière. Comment imaginer une seconde que ces politiciens – dont François Hollande, ex-président de la République ou Aurélien Rousseau, ex-ministre de la Santé de Macron – ne se soumettront pas à ces pressions ?

Si la conscience de classe des travailleurs a reculé au point que tant d'entre eux sont aujourd'hui prêts à voter pour un parti d'extrême droite dirigé par un jeune loup ambitieux et une millionnaire, un parti bourgeois et ouvertement haineux envers une partie des exploités, on le doit à ces mêmes partis de gauche. Eux, qui se sont construits, il y a plus d'un siècle, sur l'idée que « l'émancipation

des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ont transformé la classe ouvrière en une masse de manœuvre électorale pour laquelle seul compte le « vote utile » pour élire des députés et porter au gouvernement des ministres de gauche. Aujourd'hui, aux yeux de beaucoup, ce vote utile est devenu le vote pour Bardella et Le Pen ! Les partis de gauche ont remplacé le drapeau rouge par le drapeau bleu blanc rouge ; l'internationalisme par le nationalisme. Et aujourd'hui, celui qui représente le mieux ce nationalisme, aux yeux de beaucoup, c'est le RN.

Le plus grave dans la montée du RN est bien son succès dans les milieux populaires et dans les entreprises. À l'exception des banlieues populaires des grandes agglomérations comme Paris ou Lyon, le RN est majoritaire dans le monde ouvrier, que ce soit dans les campagnes (Aisne, Somme, Meuse, etc.), dans de nombreuses villes petites et moyennes, et dans les anciennes régions industrielles

SARKOZY N'AVAIT PAS OSÉ
HOLLANDE RÉFORME
LE CODE DU TRAVAIL



En 2016, Hollande finissait son quinquennat par la loi Travail, malgré une opposition massive de plusieurs mois.
Dessin de Mix & Remix.



LP/ARMELLE CAMELIN

Grévistes contre la suppression de l'équipe de week-end à l'usine Gima, à Beauvais, le 26 mai 2024.

comme le Nord-Pas-de-Calais. Des adhérents de la CGT ont voté pour le RN, parfois dans des proportions importantes, par rejet de Macron et parce que leur syndicat a cessé depuis longtemps de transmettre une véritable tradition de lutte de classe. À l'inverse, les manifestations contre l'extrême droite n'ont attiré ni les ouvriers, ni les habitants des quartiers populaires. Pour enrayer cette évolution au sein même de la classe des travailleurs, pour convaincre ceux qui ont voté RN, aucune leçon de morale, aucun appel solennel à défendre les « valeurs démocratiques », ne pèseront. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a adressé une vidéo aux 600 000 adhérents de la confédération pour les inviter à voter pour le NFP. Selon elle, les syndicats ont obligé les partis de gauche à « s'unir derrière un programme de rupture avec le macronisme et avec le fascisme ». Ce sont des mots creux vidés de sens ! En son temps, François Mitterrand,

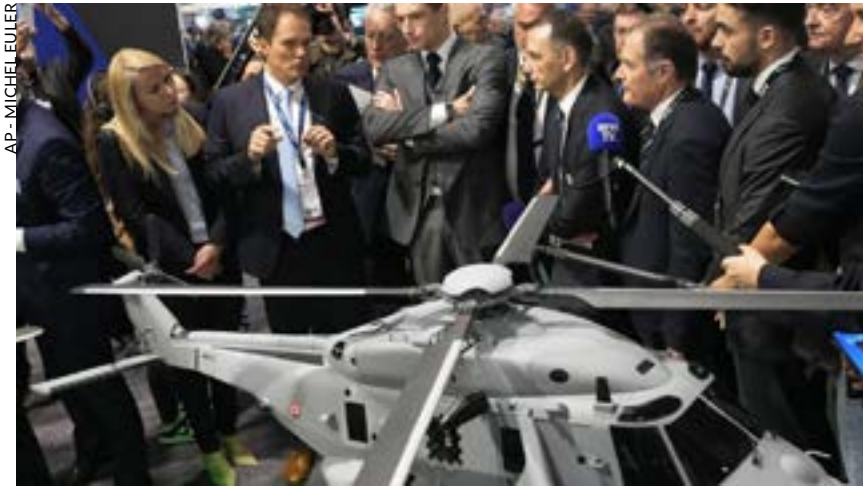
passé de Vichy à la direction du Parti socialiste, n'avait pas hésité à défendre « un programme de rupture avec le capitalisme »... avant d'imposer l'austérité et la rigueur et de laisser les capitalistes supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans le pays. Quant au fascisme, s'il menaçait réellement, il faudrait être suicidaire pour penser qu'un simple bulletin de vote pourrait l'arrêter.

Une question de plus en plus cruciale, qui menace l'avenir de toute la société, est celle de la marche à la guerre. Sur cette question, s'il parvient au pouvoir, chacun des trois blocs défendra une politique guerrière, conforme aux intérêts de l'impérialisme français. Macron prend des postures martiales depuis des mois. Le Nouveau Front populaire s'est engagé à poursuivre voire à intensifier le soutien militaire à l'Ukraine. Quant au RN, ses formules pacifistes et anti-atlantistes actuelles cachent mal son nationalisme profond.

RENOUER AVEC LA LUTTE DE CLASSE ET CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS

Qu'ils soient de gauche, de droite ou d'extrême droite, les politiciens qui aspirent à diriger les affaires de la bourgeoisie ne peuvent représenter les travailleurs. La seule façon de défendre leurs intérêts et leurs conditions de vie est le faire eux-mêmes, de retrouver confiance dans leur force collective et de renouer avec les méthodes de la lutte de classe. S'ils ne veulent pas être trompés une fois de plus, ils doivent faire entendre eux-mêmes leurs revendications.

Les travailleurs doivent exiger que les richesses et les énormes profits qu'ils produisent soient consacrés à leurs salaires, à leurs retraites, à leurs conditions de vie plutôt qu'à augmenter les fortunes d'une poignée de privilégiés qui ne font rien de leurs dix doigts. Il faut que les travailleurs s'orga-



Bardella, bras croisés, au centre, au salon mondial de l'armement Eurosatory, mercredi 19 juin 2024 à Villepinte, au nord de Paris. Il s'y est affirmé dans la continuité des accords militaires actuels de la France, notamment dans l'UE et l'OTAN, et pour l'économie de guerre.

nisent pour formuler ensemble les exigences qui changeraient leur vie.

Les travailleurs doivent refuser de confier leur sort à des politiciens qui ne cessent de retourner leur veste et à des gaulonnés prêts à les envoyer mourir sur les champs de bataille pour défendre les intérêts des marchands d'armes, des capitalistes et des banquiers.

Ils doivent placer leur confiance dans des femmes et des hommes de leur monde. Ils doivent choisir leurs représentants parmi leurs camarades de travail qui vivent les mêmes problèmes qu'eux et dont ils ont pu vérifier le dévouement aux intérêts de la classe ouvrière. Les travailleurs doivent prendre l'habitude de se réunir sur leur lieu de travail ou de vie pour discuter de leurs affaires,

examiner tous les événements, toutes les attaques subies, en se demandant à chaque fois, quels sont leurs intérêts dans telle guerre ou tel traité international en discussion. Il leur faut raisonner non pas en tant que « Français » ou en tant que « citoyens », mais en tant que travailleurs, en tant qu'exploités, qui ne seront jamais protégés par aucune frontière et qui n'ont pas d'autre patrie que la planète tout entière.

Il est urgent de construire, un parti communiste et révolutionnaire pour les travailleurs. Il ne s'agit pas d'un parti de politiciens qui disent « Votez pour moi et faites-moi confiance », mais d'un parti qui ait l'objectif de renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie, d'exproprier les grandes entreprises pour mettre les richesses de la

société à la disposition de ceux qui les ont créées et les créent tous les jours.

Quelle que soit l'issue des élections des 30 juin et 7 juillet, la crise économique et les menaces de guerre ne disparaîtront pas. L'instabilité politique est inscrite dans la situation. Immanquablement, la coalition ou le parti qui gouvernera sera contraint d'attaquer les conditions d'existence des travailleurs. D'une façon ou d'une autre, ces attaques provoqueront des réactions collectives, des grèves, peut-être une explosion sociale. Qu'ils aient voté RN ou NFP, il sera crucial que les travailleurs se battent ensemble sans se laisser diviser selon leur vote, leur statut ou leur origine. Quant aux révolutionnaires, ils doivent offrir une perspective politique aussi bien à ceux qui ont des illusions dans le NFP, dans le RN, qu'à ceux qui rejettent en bloc tous les politiciens. Préparer l'avenir, offrir une politique aux travailleurs quand ils se révolteront, planter le drapeau de la lutte de classe, d'une réponse communiste, révolutionnaire et internationaliste à la faillite du capitalisme, telle est la raison d'être de Lutte ouvrière. C'est cette perspective qu'elle défendra dans ces élections législatives anticipées et c'est celle qu'elle continuera de défendre ensuite, quelle que soit la situation politique qui sera créée.

19 juin 2024

Nous reproduisons ci-après une de nos circulaires électorales.

LUTTE
OUVRIÈRELE CAMP DES
TRAVAILLEURS

Candidats soutenus par Nathalie ARTHAUD et Jean-Pierre MERCIER

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

Les partis et les coalitions qui se disputent nos voix ne représentent pas un espoir de changement pour les travailleurs.

Il y a ceux que l'on a essayés, dont la gauche qui a trahi les intérêts des travailleurs pour servir la grande bourgeoisie. Et il y a le Rassemblement national. Celui-ci ne s'est pas discrédité car il n'a pas encore été au pouvoir. Mais il gouvernera, lui aussi, pour les possédants. Ses combines actuelles avec les notables de droite en témoignent : il fera ce qu'exigera la grande bourgeoisie. Il le fera de façon plus violemment antiouvrière que ses prédécesseurs. Déjà aujourd'hui, en dressant les travailleurs français contre les travailleurs étrangers, le RN divise la classe ouvrière au profit du grand patronat.

La grande bourgeoisie a le monopole de l'argent et la propriété des entreprises. L'État, l'armée et la police sont à son service. Les politiciens peuvent promettre ce qu'ils veulent, c'est elle qui décide.

C'est pour cela que la gauche au pouvoir a écœuré et déboussolé nombre de travailleurs, faisant ainsi le lit du RN. Et ce n'est pas parce qu'elle a ressuscité le Front populaire en une nuit qu'il faut lui accorder notre confiance : il n'y a aucune raison qu'elle fasse autre chose que ce qu'elle a fait pendant quarante ans.

Le grand patronat fera sa loi tant que la classe ouvrière ne se donnera pas les moyens de se battre au point que celui-ci craigne de tout perdre : ses dividendes, ses fortunes, sa propriété et son emprise sur l'économie. Il faut un parti pour représenter le camp des travailleurs, et que ceux-ci ne laissent pas la politique entre les mains des pantins de la bourgeoisie.

Les promesses électorales n'ont jamais nourri les travailleurs. Face à la dégradation de nos conditions d'existence, alors que les plus riches prospèrent, il faut agir pour :

- ▶ une augmentation des salaires, des pensions et des allocations, et leur indexation sur les prix, c'est-à-dire qu'ils augmentent au rythme de l'inflation, mois après mois, semaine après semaine si nécessaire.
- ▶ l'annulation des reculs sur la retraite ou l'Assurance chômage.
- ▶ ne pas être entraînés dans une troisième guerre mondiale. À quoi servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 20 ans dans une nouvelle guerre ? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes ?

Ceci n'est pas un bulletin de vote. Celui-ci sera à votre disposition dans le bureau de vote.

Candidats de votre département

Yvelines

- 1^{re} cir.: **Jean-Loup LEROUX**
Ingénieur dans l'industrie automobile
- 2^e cir.: **Marielle SAULNIER**
Infirmière en hôpital public
- 3^e cir.: **Olivier AUGUSTIN**
Ouvrier dans l'automobile
- 4^e cir.: **Franck MAUREL**
Ingénieur dans l'énergie
- 5^e cir.: **Alain LÉPICIER**
Facteur
- 6^e cir.: **Cécile PERRAUDIN**
Cheminote
- 7^e cir.: **Ali KAYA**
Ouvrier dans l'automobile
- 8^e cir.: **Thierry GONNOT**
Ouvrier dans l'automobile
- 9^e cir.: **Philippe GOMMARD**
Ouvrier dans l'automobile retraité
- 10^e cir.: **Hélène JANISSET**
Factrice retraitée
- 11^e cir.: **Patrick PLANQUE**
Ouvrier de maintenance ferroviaire
- 12^e cir.: **Jean-Pierre MERCIER**
Ouvrier de l'automobile

Hauts-de-Seine

- 1^{re} cir.: **Zina BOUNAB**
Secrétaire en Ehpad
- 2^e cir.: **Julien PUERTAS**
Agent technique
- 3^e cir.: **Aline FRADIN**
Employée d'assurances retraitée
- 4^e cir.: **Laurent STRUMANNE**
Technicien dans l'enseignement supérieur
- 5^e cir.: **Mireille LAMBERT**
Infirmière en hôpital public retraitée
- 6^e cir.: **Françoise MARCEL**
Enseignante
- 7^e cir.: **Cécile ABAD**
Enseignante
- 8^e cir.: **Philippe HÉNIQUE**
Enseignant
- 9^e cir.: **Anne-Laure CHAUDON**
Enseignante
- 10^e cir.: **Laurence VIGUÏÉ**
Technicienne dans l'automobile retraitée





Le Rassemblement national, la droite et la gauche mèneront la même politique belliqueuse que Macron dont, sur le fond, ils se sont solidarisés. Ce qui nous menace, c'est d'être à notre tour envoyés sur des champs de bataille, en Ukraine ou ailleurs, pour les intérêts des industriels et des banquiers. Refusons que notre sort soit placé entre les mains de généraux et de politiciens qui se moquent de la vie des femmes et des hommes des classes populaires !

Face à toutes les attaques, nous n'avons pas besoin de marchands d'illusions. Nous avons besoin de reprendre conscience de nos intérêts et confiance en nos propres forces.

Refusons le repli national, le racisme et la division entre travailleurs !

L'unité qu'il nous faut, c'est celle des travailleurs en lutte contre la classe capitaliste !

L'organisation qu'il nous faut, c'est un parti des travailleurs, un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste. Un parti qui ait l'objectif de renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie, de l'exproprier des grandes entreprises pour mettre les richesses de la société à la disposition de ceux qui les ont créées et les créent tous les jours.

L'économie et la société ne doivent plus être dirigées par des rapaces qui exploitent les hommes, détruisent l'environnement, dressent les peuples les uns contre les autres et les jettent dans des guerres effroyables.

Le monde du travail produit les richesses et fait fonctionner la société. C'est à lui de la diriger.

**DITES-LE EN VOTANT
POUR LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE !**



11^e cir.: **Franck ROLLOT** Ouvrier mécanicien
12^e cir.: **Yann BERNARD** Cheminot
13^e cir.: **Agathe MARTIN** Cheminote

Seine-Saint-Denis

1^{re} cir.: **Alain AUBRY** Employé de la Poste
2^e cir.: **Agnès RENAUD** Enseignante
3^e cir.: **Maëlle GAUCHERAND** Enseignante
4^e cir.: **Marlène LEY**
Enseignante en lycée professionnel
5^e cir.: **Rodolphe FEGER**
Conducteur de métro
6^e cir.: **Nathalie ARTHAUD** Enseignante
7^e cir.: **Aurélien JOCHAUD** Infirmière
8^e cir.: **Grégory TOBEILEM**
Enseignant en lycée professionnel
9^e cir.: **Jean-Paul BUROT**
Ouvrier du bâtiment
10^e cir.: **Gaëtan MINARDI**
Ouvrier dans l'automobile
11^e cir.: **Charlotte SÉCHET** Enseignante
12^e cir.: **Amal AISSAOUI**
Enseignante en lycée professionnel

Val-d'Oise

1^{re} cir.: **Barbara GÉHAN**
Agente des Finances publiques
2^e cir.: **Éric CASSAN** Conducteur de bus
3^e cir.: **Juan MUNOZ**
Technicien de l'aéronautique retraité
4^e cir.: **Marie-Françoise L'HOMMEDET**
Enseignante
5^e cir.: **Dominique MARIETTE**
Enseignant retraité
6^e cir.: **Agnès REINMANN**
Professeure des écoles retraitée
7^e cir.: **Valérie SUAREZ** Employée
8^e cir.: **Rémi GAJDOS**
Ouvrier dans l'automobile
9^e cir.: **Danièle HANRYON**
Agente de sûreté en retraite
10^e cir.: **Christophe FLAUX**
Agent des finances publiques

***Ceci n'est pas
un bulletin de vote.
Celui-ci sera à votre disposition
dans le bureau de vote.***



Nouvelle-Calédonie: une colonie que l'impérialisme français ne veut pas lâcher

Le 12 juin, après avoir dissous l'Assemblée nationale, Macron a annoncé la suspension du projet de loi concernant le dégel du corps électoral calédonien pour, dit-il, « donner toute sa force au dialogue sur place et au retour à l'ordre ».

Cela mettra-t-il fin à la mobilisation de la jeunesse et de la population opprimée de Nouvelle-Calédonie? Il est bien difficile de le prédire, mais c'est en tout cas ce qu'espéraient le même jour Louis Mapou, président kanak de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que le Palika, le Parti de la libération kanak. Ils appelaient à la levée des barrières, reconnaissant au passage que, malgré leurs appels répétés en ce sens, malgré la présence de 3500 policiers et gendarmes quadrillant l'archipel, malgré les déclarations de Darmanin annonçant la reprise en main du territoire, cette mobilisation se poursuivait un mois après qu'elle a démarré.

UNE COLÈRE SORTIE DES CADRES HABITUELS

C'est que la colère qui a explosé le 13 mai est des plus profondes. Elle résulte de décennies d'oppression, de mépris colonial, de discrimination, de racisme. Le vote par l'Assemblée nationale à Paris du dégel du corps électoral n'est que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Cette mesure, votée à 17 000 km des principaux

concernés, permettrait aux partis non indépendantistes de l'archipel calédonien d'assurer leur domination sur les institutions locales. Elle a été ressentie par les Kanaks comme un camouflet, la preuve que le mépris colonial persiste et que la Nouvelle-Calédonie est toujours une colonie où les choses se décident dans le dos des premiers concernés. Le sentiment est profond, il a été exprimé lors de très larges manifestations qui se sont tenues ces derniers mois.

Mais, de toute évidence, la mobilisation, se transformant

en révolte et en émeutes, est allée au-delà de ce que les organisations nationalistes kanakes avaient prévu. Celles-ci avaient prévu un plan. Elles ont cherché à mobiliser leurs troupes contre le projet annoncé par Darmanin et Macron dès novembre dernier. Elles ont créé pour cela la CCAT, la Cellule de coordination des actions de terrain, une organisation émanant de partis dits indépendantistes comme l'Union calédonienne, membre du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS). Ainsi la CCAT a été à l'origine de mobilisations de plus en plus



Dans les rues de Nouméa, le 24 novembre 2023, lors d'un déplacement du ministre de l'Intérieur, Darmanin.

LAURA SCHINTU / NCLC LA 1^{re}

nombreuses, comme celle du samedi 13 avril, qui a rassemblé dans les rues de Nouméa des dizaines de milliers de manifestants pro-indépendantistes.

Le 13 mai, la CCAT avait sans doute prévu des barrages sur les routes, mais elle n'avait certainement pas prévu que des centaines, voire des milliers de jeunes, échappant à tout contrôle, occuperaient nuit et jour le terrain. Certains, à l'image de Macron, surpris par la violence de la réaction de la jeunesse, se sont offusqués des dégâts et des pillages qui se sont déroulés en marge de cette explosion de colère. Ils ne s'offusquent jamais du pillage permanent qu'opère la bourgeoisie. Que des pauvres ramènent chez eux ce qu'ils ne peuvent pas se payer, y compris des produits de première nécessité, condamne avant tout la société qui fabrique cette pauvreté.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR LOCAL

Si les organisations nationalistes kanakes ont cherché à mobiliser la population contre le projet de Macron et de Darmanin, c'est aussi parce qu'elles ont acquis en Nouvelle-Calédonie un certain nombre de positions qu'elles ne veulent pas lâcher. Les positions des uns et des autres, leur place dans les institutions locales, dans l'économie, sont le résultat du rapport de force entre les trois acteurs principaux : l'État français, la droite loyaliste et les partis dits indépendantistes. Au fil des années, l'État a cédé aux acteurs locaux une large autonomie, qui a d'abord profité à la droite locale qui l'a pour cela approuvée. Quant au FLNKS, il utilise, comme toute organisation nationaliste, l'énergie des masses pour ses propres fins, en particulier son accession au pouvoir. Entre la droite locale et le FLNKS, il n'y a donc pas,

malgré le passé colonial, malgré tout le mépris subi par les Kanaks de la part des colons, de fossé de classe mais une concurrence pour le pouvoir local. Sur cette base, entre les uns et les autres, une entente est possible, une entente dont les modalités dépendaient du rapport de force entre eux.

Les mobilisations de 1984-1988 restent dans toutes les mémoires calédoniennes. En 1984, le gouvernement socialiste français avait déclaré son intention d'octroyer à la Nouvelle-Calédonie un gouvernement élu et d'organiser un référendum d'autodétermination pour fin 1989, qui avait tout d'une escroquerie pure et simple : sous couvert de démocratie électorale, la droite locale était assurée d'être majoritaire.

Se sentant floués, les indépendantistes regroupés dans le tout nouveau FLNKS décidèrent de boycotter activement les élections territoriales de 1984, en érigeant des barrages. Ce boycott ouvrit en fait une nouvelle période d'agitation sociale et politique. L'État français réagit en puissance coloniale. Les colons étaient armés, ils avaient la gendarmerie pour eux. Le 5 décembre, dix Mélanésiens furent assassinés dans une embuscade. Un peu plus tard, le GIGN envoyé par le gouvernement de gauche de Mitterrand et Fabius assassina froidement Éloi Machoro, un dirigeant kanak, et un autre militant.

En 1988, le gouvernement décida d'un nouveau statut qui donnait plus de moyens d'action aux anti-indépendantistes, à la droite caldoche. La pression remonta de nouveau dans l'archipel. Les militaires se comportèrent comme une armée d'occupation, l'encadrement retrouvant par la même occasion certaines pratiques de la guerre d'Algérie. À l'approche de l'élection présidentielle, le FLNKS se décida à un boycott actif. C'est ce qui détermina un groupe

d'indépendantistes à prendre d'assaut une gendarmerie sur l'île d'Ouvéa, pour l'occuper jusqu'au second tour de l'élection. Il y eut quatre morts chez les militaires. La répression fut terrible : l'armée française prit d'assaut la grotte d'Ouvéa et massacra 19 Kanaks, dont plusieurs exécutés sommairement.

L'INTÉGRATION DE LA PETITE BOURGEOISIE KANAKE

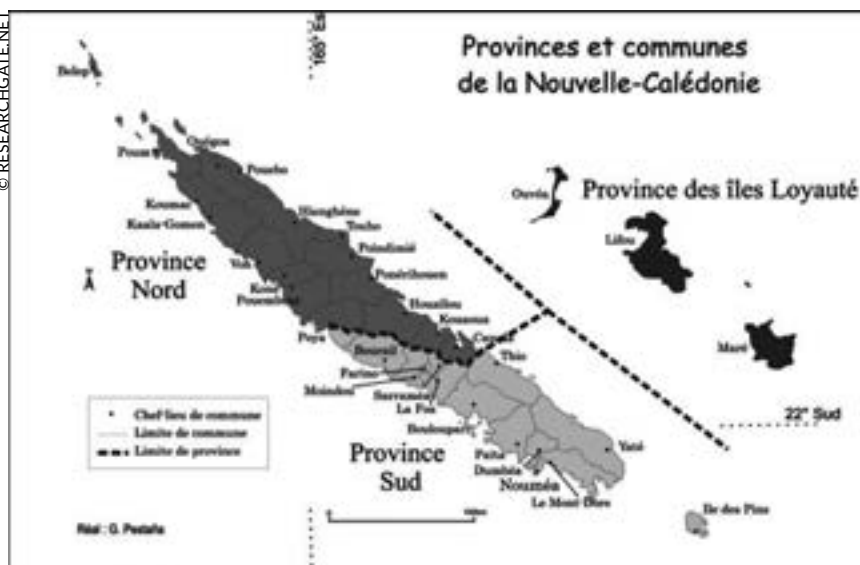
Dix ans plus tard, le référendum prévu fut purement et simplement annulé, le résultat étant trop prévisible et les braises des événements de 1988 encore trop chaudes. Aucune des parties, FLNKS, droite calédonienne et État français, ne voulut prendre le risque que les Kanaks se mobilisent de nouveau.

Ils décidèrent donc, tous ensemble, de prendre le temps, tout en se partageant pour l'immediat le pouvoir local, ce que le FLNKS appela la « souveraineté partagée ». L'accord de Nouméa du 5 mai 1998 dota les institutions calédoniennes de tous les pouvoirs, à l'exception de ce qu'ils appellent les pouvoirs régaliens : la justice, la police, l'armée et la monnaie restaient entre les mains de l'État français. Enfin il était décidé d'organiser plus tard des référendums sur la question de l'indépendance formelle, sans pourtant que les détails de cette indépendance soient fixés à l'avance.

L'État avait l'accord de la droite caldoche, qui voyait bien que la stabilité obtenue à la suite du massacre d'Ouvéa était précaire, ainsi que celle du FLNKS, qui pensait avoir trouvé une voie vers le pouvoir au moins dans deux des trois nouvelles provinces.

Cet accord permettait aussi de faire émerger un peu plus une petite bourgeoisie kanake en laissant aux dirigeants du FLNKS une parcelle de pouvoir,

© RESEARCHGATE.NET



Provinces issues des accords de Matignon-Oudinot en 1988 (le Nord et les îles Loyautés sont dirigées par des exécutifs indépendantistes).

tout en garantissant à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie caldoches leur position sociale et politique, et à l'impérialisme sa position dans cette région du monde.

Les accords de Nouméa de 1998 ont permis à l'impérialisme français de gagner du temps. En plus de la large autonomie des institutions néo-calédoniennes, qui satisfaisait tous les partis politiques, le gel du corps électoral était comme une promesse faite aux Kanaks qu'ils pourraient devenir un jour majoritaires dans les institutions de leur archipel. Il fallait initialement dix ans de résidence pour voter, mais en 2007 le corps électoral a été complètement gelé, réservé aux « citoyens néo-calédoniens », ceux qui résidaient sur l'archipel avant 1998 et leurs descendants. Ce calcul favorisait un peu les Kanaks tout en les laissant minoritaires.

Cependant, ces dernières années, les partis indépendantistes ont gagné de l'influence sur le terrain électoral, notamment dans la communauté océanienne originaire d'autres îles du Pacifique. La France avait un temps pu compter sur ces Polynésiens, venus principalement de Wallis-et-Futuna, pour faire une majorité en votant avec les Caldoches, les descendants des colons, et les métro-

politains installés de longue date, pour les partis loyalistes. Mais l'écart entre le non et le oui lors des derniers référendums sur l'indépendance s'est réduit de 18 000 en 2018 à moins de 10 000 voix en 2020. Si, depuis leur création il y a vingt-cinq ans, les partis nationalistes kanaks dirigent deux des trois provinces de l'archipel, les plus pauvres, la province Nord et celle des îles Loyauté, ils ont obtenu en 2021 la majorité au gouvernement et au Congrès de Nouvelle-Calédonie.

À l'approche des prochaines élections locales, qui auraient dû être convoquées avant la fin de l'année 2024, la droite anti-indépendantiste comptait sur une partie des 25 000 électeurs que lui aurait amenés la réforme constitutionnelle pour faire basculer de nouveau à son avantage les institutions calédoniennes. Les partis de droite ont promis, a dit Sonia Backès, une de leurs représentantes, ex-ministre de Macron, de « mettre le bordel » si la réforme ne passait pas.

L'État français, dont toute la politique est calculée pour assurer sa mainmise sur la Nouvelle-Calédonie, a choisi de les satisfaire, au mépris le plus complet des Kanaks, et quitte à déclencher leur colère, en particulier celle des jeunes.

UNE RÉPRESSION TOUTE COLONIALE

Dès le lendemain des premières émeutes du 13 mai, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, une loi faite sur mesure en 1955 contre la révolte des Algériens, interdisant les rassemblements de jeunes mais laissant patrouiller des groupes de « voisins vigilants » loyalistes, certains en armes, comme des milices.

Lors de sa visite éclair le 23 mai sur l'archipel, Macron a reçu tous les partis, y compris des responsables kanaks de la CCAT alors assignés à résidence, qualifiés de mafieux par Darmanin quelques jours plus tôt. Louis Mapou s'est déclaré satisfait des déclarations de Macron, mais celui-ci, s'il entretenait un certain flou pour ne pas se déjuger, donnait en fait satisfaction à la droite loyaliste en affirmant que la révision du corps électoral qui la favorise serait maintenue. Il ne lui demandait que de négocier en un mois un « accord global » avec les partis kanaks et océaniens, c'est-à-dire de leur accorder des contreparties au sein des institutions calédoniennes.

Le 28 mai, l'état d'urgence était levé mais le couvre-feu maintenu de 18 heures à 6 heures, les rassemblements toujours interdits. Le haut-commissaire, représentant de l'État français en Nouvelle-Calédonie, a alors précisé que la levée de l'état d'urgence devait « permettre les réunions des différentes composantes du FLNKS et les déplacements sur les barages des élus ou responsables en mesure d'appeler à leur levée ». Il comptait, en plus de la répression, sur les notables kanaks pour lutter contre l'incendie que le gouvernement avait allumé et n'arrive pas à éteindre.

Après le départ de Macron, après la levée de l'état d'urgence, la gendarmerie, considérable-

ment renforcée en urgence par Paris, en était toujours à passer son temps à démonter les barages, reconstitués sitôt après son passage. Les forces armées ont procédé à plus de 1 100 arrestations depuis le 13 mai - près de 1 % du total de la population kanake et océanienne et une proportion bien plus grande des jeunes de ces communautés ! - la justice condamnant pauvres et jeunes à tour de bras. Et le GIGN, de triste réputation parmi les Kanaks, a de nouveau tué. Mais sans changer la situation en faveur de l'État français, qui souffle le chaud et le froid : le couvre-feu vient d'être allégé et l'aéroport international de la Tontouta réouvert, mais une dizaine de militants de la CCAT, dont son dirigeant, ont été arrêtés. Les autorités prétendent qu'ils forment une association de malfaiteurs. La justice, qui par le passé a emprisonné et exécuté des indépendantistes algériens pour « terrorisme », a souvent fait semblant d'ignorer les conflits nés de la colonisation en les travestissant en problème de droit commun.

UNE COLONIE DE PEUPEMENT

Les raisons de cette révolte sont bien plus profondes que la seule question de la révision du corps électoral. La Nouvelle-Calédonie est une des rares colonies entre les mains de l'impérialisme français à ne pas avoir pris son indépendance dans les années 1960 et 1970.

Située à 1 500 km de l'Australie et à 17 000 km de la France, la Nouvelle-Calédonie fut conquise en 1853. Les Mélanésiens (les Kanaks aujourd'hui) qui habitaient ces îles faillirent disparaître. Parquée dans des réserves trop petites, la population mélanésienne, estimée à 60 000 personnes en 1853, tomba aux environs de 20 000 en 1920, décimée par la répression

de l'armée française, par les maladies importées, l'alcool et la sous-alimentation.

L'archipel fut pour l'impérialisme français une colonie de peuplement : à la fin du 19^e siècle, en plus des colons qui s'y attribuèrent les meilleures terres volées aux Kanaks, en plus des fonctionnaires, des militaires, l'État français y envoya des milliers de condamnés au bagne, des communards en 1871 et des Kabyles condamnés à la déportation après leur révolte anticoloniale de la même année. Ce sont les descendants de ces colons et bagnards qu'on appelle aujourd'hui les Caldoches, dont une partie sert aujourd'hui de point d'appui à l'impérialisme français.

Devenue minoritaire, la population kanake recommença néanmoins à s'accroître après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1960, elle fut en passe de redevenir majoritaire, ce qui inquiéta le gouvernement de Paris au point que Pierre Messmer, secrétaire d'État aux Dom-Tom (on appelait ainsi les dernières colonies à l'époque), déclara en 1972 que l'État devait s'employer à favoriser une « *émigration massive de citoyens français [qui] devrait permettre d'éviter le danger de revendication indépendantiste en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés* ».

L'État français s'employa aussi à faire venir des populations de Wallis-et-Futuna, du Vietnam, de Tahiti, des Philippines plus récemment, pour travailler dans les mines ou dans les champs. Aujourd'hui, parmi les 272 000 habitants de Nouvelle-Calédonie, les statistiques officielles dénombrent 105 000 personnes disant appartenir à la communauté kanake. Elles sont à peine plus nombreuses que les 73 000 Européens et les 20 000 personnes se disant calédoniennes.

Les Kanaks sont donc toujours minoritaires, mais à leurs

côtés 38 000 personnes se disent asiatiques ou océanienne, 23 000 se disent de plusieurs communautés et 10 000 ne se retrouvent pas dans ces catégories statistiques. C'est ainsi que des jeunes d'origines diverses, pas seulement kanake, se sont retrouvés dans les émeutes du mois de mai, unis dans un même sentiment d'être rejetés, exclus, par la société mise en place par l'impérialisme français.

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PROFONDEMENT INÉGALITAIRE

La société calédonienne reste profondément inégalitaire. Si les nationalistes ont obtenu une parcelle de pouvoir, si la petite bourgeoisie kanake a quelques perspectives d'enrichissement en participant à la gestion des sociétés exploitant le nickel, la société reste toujours largement dominée par la bourgeoisie française et caldoche. En dehors du nickel, l'essentiel de l'économie est entre les mains d'une poignée de grandes familles caldoches, qui continuent d'exercer de quasi-monopoles dans certains secteurs d'activité comme l'import-export, la distribution et le commerce de voitures... et qui règnent en maîtres, comme au temps colonial.

Certes, l'indigénat, qui privait les Kanaks de leurs libertés d'exploiter leurs terres et de circuler sur leur propre territoire comme de leurs droits politiques, a disparu en 1946. Certes le suffrage est devenu universel en 1957. Depuis 1988, l'État français a même intégré une mince couche de Kanaks dans les institutions et dans l'économie. Mais, pour la grande majorité d'entre eux, c'est toujours la misère, l'oppression, les discriminations, les bas salaires partout. Une partie des Kanaks ont migré vers Nouméa, la seule ville importante, à la recherche d'un travail, ou pour

s'éloigner de coutumes tribales pesantes. Mais leur sort n'est pas beaucoup plus enviable que ce qu'ils ont laissé derrière eux dans les tribus, où la pauvreté et le chômage sont bien plus importants. La société ne réserve pas le même sort selon qu'on est kanak ou Caldoche. Les salaires des Kanaks sont largement inférieurs à ceux des Calédoniens d'origine européenne résidant principalement à Nouméa. La crise actuelle du nickel, qui se traduit par des mises à l'arrêt des trois usines exploitant le filon, aggrave la situation de nombre de Kanaks, qui ont été les premiers au chômage.

La discrimination qu'ils subissent se mesure dans l'enseignement. Trente-six pour cent des Kanaks âgés de 15 à 64 ans n'ont pas de diplôme, contre 17% des non-Kanaks. Les enseignants, des métropolitains pour la plupart, de par les préjugés qu'ils véhiculent, orientent plus facilement les jeunes Kanaks vers les filières techniques. Partout, à l'école, dans l'emploi et le logement, les Kanaks sont des citoyens de seconde zone. Certes, depuis 1989, l'État français a construit dans les terres kanakes quelques infrastructures de transport et de santé, des écoles, des collèges. Mais les écarts entre Kanaks et non-kanaks, après s'être réduits jusqu'en 2009, ne se combleront plus. Les inégalités ethniques persistent. Ainsi les filières générales du prestigieux lycée de Nouméa, fréquenté par les enfants des milieux aisés de la capitale, restent massivement composées d'élèves d'origine européenne.

La discrimination, l'oppression ethnique et le racisme viennent s'ajouter à l'oppression sociale, l'exploitation capitaliste. La jeunesse kanake, comme une partie de la jeunesse des îles océaniques, prend tout cela en pleine figure. Elle peut considérer qu'elle n'a pas d'avenir, qu'elle est condamnée à la

pauvreté, au chômage et qu'en plus elle se fait refuser, à la tête du client, un logement à Nouméa, comme elle s'y fait refuser l'entrée des boîtes de nuit. Cette oppression ne se traduit pas que par une radicalisation politique, mais aussi souvent par l'alcoolisme et la délinquance. La prison pour mineurs est peuplée à 90% de jeunes Kanaks.

Mais cette situation est bel et bien le résultat de la même oppression à la fois sociale et ethnique, une oppression liée à la domination de la bourgeoisie.

L'IMPASSE DU NATIONALISME

Parce que la Nouvelle-Calédonie, comme la Polynésie, La Réunion, Mayotte et quelques autres possessions d'outre-mer lui permettent de jouer dans la cour des grands, l'impérialisme français s'y accroche.

Face à l'impérialisme, les partis qui se disent indépendantistes ont en réalité cherché un compromis avec lui. Et s'ils l'ont trouvé, dans les accords de 1988 et 1998, dont l'équilibre est aujourd'hui remis en cause par la politique gouvernementale, il a été payé par le sang des Kanaks révoltés.

La volonté des nationalistes

de trouver un compromis avec l'impérialisme français peut bien sûr s'expliquer par le rapport de force entre un peuple de quelques dizaines de milliers de Kanaks et la puissance de l'impérialisme français qui a toujours cherché à écraser les peuples colonisés qui se révoltaient.

Mais la perspective nationaliste des dirigeants du FLNKS prive les Kanaks révoltés du levier important qu'auraient pu soulever leur enthousiasme et leur opiniâtreté dans leur lutte auprès des autres peuples dominés dans l'océan Pacifique, y compris dans des États prétendument indépendants.

L'objectif du FLNKS, un parti représentant notables et chefs de tribu, prendre le pouvoir dans l'archipel, ne peut qu'aboutir à une indépendance similaire à celle des îles Salomon ou du Vanuatu voisins. Ces États disposent certes d'un drapeau national et ne dépendent plus formellement des colonisateurs européens mais, dans ce monde et cette région soumis à l'impérialisme, les conditions de vie de leur population ne font pas rêver.

La révolte contre l'oppression nationale est légitime, mais le nationalisme, c'est-à-dire donner à cette révolte des perspectives étroitement nationales comme le font les partis natio-



FABIEN DUBEDOUT

Le premier d'une série de nouveaux navires militaires, les Patrouilleurs Outre-Mer, basé à Nouméa depuis le 3 avril 2023, pour renforcer la présence française dans l'Indopacifique.

nalistes au travers d'un compromis avec l'impérialisme, est une impasse pour les travailleurs et les pauvres. En réalité, sans le renversement de l'impérialisme, il n'y a pas d'issue pour les peuples, pas de possibilités d'un réel changement. Un tel renversement n'est en fait possible qu'avec des perspectives internationalistes, dans un combat unissant les opprimés de toute la planète. Avec de telles perspectives, le combat des Kanaks contre la bourgeoisie et l'impérialisme aurait été un exemple, à commencer pour les millions de Mélanésiens, de Polynésiens et d'opprimés de la région, auprès de qui ils auraient pu trouver un soutien.

L'IMPÉRIALISME FAIT SON CHOIX

Les partis nationalistes qui se sont intégrés aux institutions locales désirent le compromis et la stabilité, pas le renversement de la bourgeoisie et du capitalisme, c'est-à-dire qu'ils ne cherchent pas à en finir avec les causes des discriminations et oppressions que subissent les Kanaks ou les Océaniens. Leur seul problème réel, c'est la réaction de ceux qu'ils veulent représenter et qui ne sont pas forcément d'accord pour un tel compromis, qui se fera sur leur dos, notamment la jeunesse révoltée.

C'est vrai aussi pour la droite locale. Elle ne peut pas reculer sans risquer la radicalisation des siens, sans risquer de se faire déborder.

Pour l'instant, le gouvernement a fait le choix, comme il l'a fait dans les années 1980, d'appuyer la droite locale, quitte à fâcher les nationalistes kanaks. Il cherche à faire des Français venus de métropole un point d'appui pour lui en Nouvelle-Calédonie, creusant à sa manière le fossé entre communautés.

C'est que la possession de

cette colonie est plus que jamais importante à ses yeux. Avec les sept départements et territoires d'outre-mer encore sous sa domination dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique, l'impérialisme français essaie de jouer sa carte dans ce qu'il appelle l'Indopacifique. Dans cet espace, il dispose de 7 000 soldats et de trois bases militaires, dont une en Nouvelle-Calédonie. Il s'en sert pour promouvoir, en parallèle des États-Unis, alliés et rivaux bien plus puissants, une politique qui, tout en contestant les visées de la Chine, la considère comme un partenaire avec lequel il faut coopérer. Comme un certain nombre d'autres États impérialistes de second rang, dans un contexte de tensions croissantes entre les deux géants, la France cherche à préserver ses intérêts propres, avec comme avantage, à la différence de nombre de puissances européennes, une présence, faible mais réelle, héritage de son passé de puissance coloniale. La France n'est donc pas prête à lâcher ses têtes de pont dans la région.

QUELLES SOLUTIONS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Nous défendons en France le droit des Kanaks à décider de leur avenir contre notre propre impérialisme. Si l'impérialisme français était mis en échec en Nouvelle-Calédonie, ce serait une victoire pour bien des peuples opprimés.

Mais l'indépendance ne veut pas dire développement économique, emplois et salaires décents pour les travailleurs de Nouvelle-Calédonie. Pour un archipel de moins de 300 000 habitants, il peut y avoir un drapeau et un hymne national, mais pas d'indépendance économique dans une économie mondiale globalisée. En fait une indépendance politique, sans

renversement de la domination de la bourgeoisie, aurait toutes les chances de faire passer la Nouvelle-Calédonie du giron de l'impérialisme français à celui de l'impérialisme américain qui domine l'ensemble du Pacifique depuis longtemps.

Indépendance ou pas, tout dépend de la classe sociale au pouvoir. La classe ouvrière, au-delà des communautés, est la seule classe qui, en Nouvelle-Calédonie, peut s'affronter aux responsables des inégalités et de la pauvreté, c'est-à-dire à la bourgeoisie caldoche et à la bourgeoisie française, et peut-être demain à une bourgeoisie kanake.

La classe ouvrière, c'est dans l'archipel 27 000 ouvriers et 33 000 employés, un tiers de la population adulte, avec quelques bastions autour du secteur minier. C'est une classe ouvrière moderne, faite d'Européens, de Kanaks et de générations de travailleurs immigrés, d'Asie comme des îles de l'océan Pacifique. La lutte de classe existe donc aussi en Nouvelle-Calédonie, et cette classe ouvrière s'y bat régulièrement, contre la vie chère, contre les licenciements. Mais ce qui lui manque, par contre, c'est un parti communiste révolutionnaire, un parti qui mette en avant le fait qu'elle pourrait être un exemple pour tous les travailleurs et les pauvres de cette région du monde si elle se battait sur ses intérêts de classe, pour prendre le pouvoir non seulement à la bourgeoisie française et caldoche, mais aussi à la petite bourgeoisie kanake qui veut devenir grande. Avec une telle perspective, elle serait en mesure d'unir les prolétaires des différentes communautés dans un même combat de classe, et bien au-delà de la seule Nouvelle-Calédonie. C'est la seule façon d'en finir avec l'oppression que subissent les Kanaks.

18 juin 2024



Grande-Bretagne : Starmer et les travaillistes prêts à servir les capitalistes

Les élections parlementaires du 4 juillet en Grande-Bretagne sont sans suspense ou presque : depuis des mois, tous les sondages prévoient la défaite du Parti conservateur et la victoire du Parti travailliste. Mais pour les travailleurs, il n'y a rien à espérer du probable remplacement de Rishi Sunak par Keir Starmer à la tête du gouvernement.

LES CONSERVATEURS : UN DISCRÉDIT QUI VIENT DE LOIN

Le 4 juillet, il faudrait un miracle pour que les conservateurs conservent leur majorité. Semaine après semaine, les sondages pronostiquent les Tories à 20 points derrière le Labour. Cette chute annoncée tient à leur perte de crédibilité non seulement auprès de la population mais auprès des capitalistes eux-mêmes, alors que le Parti conservateur a été pendant des décennies leur parti de gouvernement de prédilection, une sorte de représentant « naturel ».

Les classes laborieuses ont de solides raisons d'en vouloir à l'écurie politique qui tient les commandes de l'État depuis 2010, tant ils ont vu les difficultés s'accumuler dans leur vie quotidienne pendant cette période. Bien sûr, le facteur fondamental du recul continu des conditions d'existence du monde du travail est la crise mondiale du capitalisme et, dans ce contexte, l'offensive du grand patronat britannique pour préserver ses profits en pressurant toujours plus les salariés. Mais les gouvernements conservateurs

successifs ont été les complices, voire les maîtres d'œuvre de ces attaques. Ils n'auront donc pas volé la claque électorale à venir.

En devenant premier ministre en 2010, David Cameron avait promis de réparer une « société brisée ». Mais son gouvernement, qui unissait conservateurs et libéraux-démocrates, s'employa à détruire des services publics déjà mal en point. Il supprima des centaines de milliers d'emplois publics sous le prétexte de réduire la dette contractée par son prédécesseur, le travailliste Gordon Brown, qui lors de la crise des

subprimes avait renfloué le système bancaire à coups de centaines de milliards de livres. Le résultat, ce furent des services municipaux démantelés et des économies dramatiques dans la santé et l'éducation, sur fond de précarité croissante des emplois.

En 2016, contesté au sein de son parti par les « eurosceptiques » et menacé sur sa droite par la percée du parti UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) aux européennes de 2014, Cameron tenta un coup politique en organisant un référendum sur



Boris Johnson dans le Yorkshire, le 23 mai 2016, en campagne pour le Brexit. Sur le bus, sa promesse mensongère : « Nous envoyons 350 millions de livres chaque semaine à l'UE. Au lieu de ça, finançons notre NHS » (le service public de santé).

la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, le fameux Brexit. Trop sûr de faire gagner le non au Brexit, il se retrouva dans la position de l'arroseur arrosé. Ses rivaux, Boris Johnson en tête, menèrent une campagne nauséabonde, marquée par la démagogie xénophobe. Ils promirent de rediriger 350 millions de livres par semaine de Bruxelles vers le système de santé britannique, le NHS (National Health Service). Et le 26 juin 2016, les Brexiters l'emportèrent. Certes, ce fut de justesse (51,9%) et avec une participation de 72,2% seulement. Mais cette gaffe politicienne accoucha de conséquences bien plus importantes que la démission de Cameron. Dans un pays déjà en crise, les fragiles équilibres économiques et politiques furent mis à mal et, en 2024, la société britannique n'a toujours pas fini d'en payer le prix.

LE BREXIT ET SES CONSÉQUENCES

Sur le plan économique, le Brexit, avant même son entrée en vigueur le 31 janvier 2020, a compliqué la circulation des biens et des personnes, ce qui, pour une économie de plus en plus intégrée à l'UE, n'a pas été sans dommages. La marche vers le Brexit a vu le départ de centaines de milliers de travailleurs européens, et donc des pénuries de main-d'œuvre en cascade : dans les hôpitaux, les Ehpad, les services d'aide à la personne ; dans l'agriculture et le BTP ; dans le transport et la logistique, etc. Bien que ces départs aient été en partie compensés depuis par une augmentation de l'immigration extra-européenne, le NHS reste sous-doté en personnel, avec des dizaines de milliers de postes vacants. Sur le plan des échanges de marchandises, la réintroduction d'une multitude de contrôles à la frontière a conduit à des engorgements. Et elle alourdit les tâches ad-



4 octobre 2021 : l'armée à la rescousse pour pallier la pénurie de carburant due au manque de chauffeurs de poids lourds.

ministratives de chaque entreprise commerçant avec l'UE. En somme, le Brexit, remettant des murs là où ils avaient disparu, a été cause de dysfonctionnements à foison, y compris du point de vue de la bonne marche des affaires des capitalistes.

Sur le plan politique aussi, le Brexit a multiplié les sources d'instabilité. Le départ du Royaume-Uni de l'UE début 2020 a ravivé les tendances nationalistes tant en Écosse qu'en Irlande du Nord, où le vote pro-Brexit avait été minoritaire. Les nationalistes écossais du SNP, avec leur perspective d'une sécession de l'Écosse d'une part, les nationalistes du Sinn Féin avec celle d'une réunification de l'Irlande d'autre part, présentent désormais ces voies comme le seul moyen de revenir au sein de l'UE et ainsi d'échapper, disent-ils, aux politiques antisociales dictées par Londres. Certes, cet éclatement du Royaume-Uni n'est pas pour demain. Mais le Brexit entretient des foyers de tension dont la grande bourgeoisie britannique se passerait bien. En Irlande du Nord, c'est surtout le courant unioniste, allié théorique des conservateurs, qui a rué dans les brancards. En 2021, Johnson les avait en effet mécontentés avec un « protocole nord-irlandais » introduisant une barrière

douanière en mer d'Irlande, au sein même du Royaume-Uni. Celle-ci ayant été assouplie depuis, la bronca est retombée. Mais on n'a peut-être pas encore tout vu des effets dominos du Brexit dans ces régions.

UNE CLASSE DIRIGEANTE DÉÇUE PAR SON PERSONNEL POLITIQUE

C'est que le Brexit a été d'abord le résultat d'un bras de fer entre conservateurs et des petits calculs des uns et des autres, pas d'un choix du grand patronat, qui avait plutôt profité de l'entrée dans le marché commun en 1973 et voyait a priori plus d'inconvénients que d'avantages à une sortie de l'UE. Une fois le référendum passé, puisqu'on ne pouvait revenir dessus facilement, la bourgeoisie chargea la remplaçante de Cameron, Theresa May, de négocier avec les autorités européennes un accord favorable à ses intérêts. May, pour sa part hostile au Brexit, accepta cette mission avec abnégation mais sans succès, et céda la place en juillet 2019 au champion du Brexit, Johnson, qui jura qu'il se chargerait de le « réaliser » (*Get Brexit done*).

Certes, Johnson a présidé à la

sortie du Royaume-Uni de l'UE. Certes, en décembre 2019, son parti a remporté des dizaines de circonscriptions ouvrières traditionnellement acquises aux travaillistes. Mais les promesses d'investissements massifs et de « rééquilibrage » entre régions (*levelling up*) n'ont évidemment pas été tenues. Ainsi, HS2, le projet de lignes ferroviaires à grande vitesse pour desservir le nord de l'Angleterre, a été abandonné. Le mirage d'une Grande-Bretagne revivifiée par la grâce du Brexit s'est envolé. La Bourse de Londres, au lieu de capter de nouveaux capitaux venus du monde entier, a commencé à être éclipsée par ses rivales de Paris et Francfort. Au lieu d'une croissance à 5%, l'économie a oscillé entre stagnation et récession. Et les problèmes sociaux ont empiré. En 2020-2021, la gestion calamiteuse de la pandémie par Johnson a fait de la Grande-Bretagne l'un des pays riches les plus durement touchés, avec plus de 200 000 morts. Les images le montrant en train de faire la fête pendant qu'il imposait confinement et sacrifices à toute la population ont achevé de salir sa réputation, rendant sa démission inévitable en juillet 2022.

Mais le Parti conservateur a réussi à apparaître comme plus irresponsable encore avec la Première ministre Liz Truss qui, du 5 septembre au 24 octobre 2022, s'est comportée en apprentie sorcière de l'économie. Se prenant pour une nouvelle Thatcher, elle promit aux riches des baisses d'impôts si astronomiques que les marchés paniquèrent. Le « mini-budget » de son ministre des Finances promettait des déficits publics tels que la valeur des bons du Trésor britannique fut menacée. Au bord du cataclysme, les banques exigèrent un rétropédalage, qu'elles obtinrent. Mais si l'effondrement fut évité in extremis, la remontée des taux d'intérêt qui suivit étrangla des millions de ménages, obligés

de revoir à la hausse leurs remboursements immobiliers.

SUNAK, AMBIANCE FIN D'UN RÈGNE

L'impopularité du gouvernement Sunak ne tient donc pas seulement à sa personne, même si le fait qu'il soit un millionnaire époux d'une milliardaire y a sa part. Elle est surtout due au fait qu'il incarne un Parti conservateur devenu synonyme de scandales à répétition et de petits arrangements entre amis, un parti de privilégiés n'ayant que mépris pour le plus grand nombre, à un moment où la vie n'a jamais été aussi difficile pour les classes populaires. Pour tenter de renverser la vapeur, Sunak en est réduit à de grosses ficelles. Juste avant les élections locales, le 23 avril 2024, il a enfin fait adopter sa loi Rwanda, espérant que cette mesure antimigrants lui ferait regagner des électeurs. Mais l'opération politique a fait plouf. Plus récemment, il a proposé de réintroduire le service national – aboli fin 1960 –, annonce faite elle aussi pour flatter les électeurs les plus réactionnaires. Mais elle sera tout aussi peu efficace pour stopper l'hémorragie de voix. Les députés conser-

vateurs eux-mêmes n'y croient pas: ils sont 78 sur 369 à ne pas se représenter, et une poignée a même rejoint le Labour.

Dans un article du 13 juin, le *Financial Times* dresse donc un bilan sévère du long règne des conservateurs, évoquant des « années perdues ». Dans un monde de plus en plus agité, il estime que le Parti conservateur a manqué de capitaines compétents et que Cameron, Johnson puis Truss n'ont fait qu'ajouter du chaos au chaos. Signe de ce désordre, il souligne qu'en moyenne, les ministres conservateurs des quatorze dernières années sont restés moins de deux ans en poste. Et il revient sur le coût du Brexit: une productivité en baisse de 4%, un commerce international amputé de 15%.

Bien sûr, les difficultés en série de l'économie britannique et les soubresauts politiques qui ont fragilisé la gouvernance de la Grande-Bretagne ces dernières années ne sont pas imputables aux seuls errements des conservateurs ni à leurs guerres intestines. Ce grand tumulte a pour cause plus profonde la crise du capitalisme mondial depuis les années 1970 et l'incapacité de la classe dirigeante à surmonter les contradictions de son propre système. Mais



Même dans le quotidien conservateur le *Daily Telegraph*, Sunak n'est pas plus épargné que Starmer, le socle de la société menaçant de s'effondrer sous eux. Dessin d'Andy Davey publié le 6 mars 2024.

précisément parce que les bourgeois savent l'avenir incertain, il leur faut des serviteurs à la hauteur de la situation. Or il semblerait qu'on soit arrivé à un moment où, après des décennies de bons et loyaux services, le Parti conservateur est au sens le plus littéral usé par l'exercice du pouvoir et tout juste bon à passer la main à son remplaçant attiré dans la gestion du capitalisme en crise : le Parti travailliste.

UNE CAMPAGNE TRAVAILLISTE SOUS LE SIGNE DE LA PRUDENCE

Face à des Tories au plus bas, le Labour, du haut de ses 20 points d'avance dans les sondages, mène une campagne à minima. En tant que second grand parti de gouvernement depuis les années 1920, il entend profiter presque naturellement de la déconfiture de son rival. Dans chacune de ses interventions médiatiques, Starmer se contente de présenter son parti comme une version plus sérieuse, plus respectable du Parti conservateur. Jugé terne par certains, ce *barrister*¹ venu tard à la politique a peaufiné son image d'homme d'État responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. La presse patronale lui sait gré d'avoir purgé le parti de sa frange gauche, celle qui entre 2015 et 2020 s'était reconnue en Jeremy Corbyn et en son langage socialisant voire pro-ouvrier, qui se voulait en rupture avec les gouvernements New Labour (1997-2010). Pour tourner cette page, pour refaire du Labour un parti prêt à gouverner au service des capitalistes le jour où les Tories seraient grillés, Starmer n'a pas lésiné sur les moyens.

Pour écarter Corbyn et ses partisans, Starmer a colporté à son encontre des accusations



Février 2023 : visite surprise de Starmer en Ukraine, pour garantir à Zelensky la prolongation des livraisons d'armes... et du bain de sang.

d'antisémitisme. Ces procès en sorcellerie ont connu un regain à partir du 7 octobre 2023. Ce qui est reproché à Corbyn, antiraciste de toujours, est en fait son antisionisme et sa critique des gouvernements israéliens. Cet acharnement est aussi et surtout une façon pour Starmer d'affirmer son alignement sur la politique des États-Unis au Moyen-Orient, et une garantie offerte aux puissants qu'il est, en affaires étrangères, entièrement de leur côté. Starmer ne peut pas se réclamer ouvertement de l'héritage de Tony Blair qui, en 2003, avait envoyé des troupes britanniques en Irak : cet alignement sur la politique de George W. Bush avait donné lieu aux manifestations les plus massives de toute l'histoire de la Grande-Bretagne. Mais les déclarations de Starmer, notamment sur l'aide militaire à l'Ukraine, ne laissent place à aucune ambiguïté : il est prêt, en tant que futur représentant de l'impérialisme britannique, à se mettre au service du gendarme du monde.

Sur le plan de la politique intérieure aussi, Starmer tient à donner des gages au grand patronat. Pendant la vague de grèves de 2022-2023, il a inter-

dit aux députés travaillistes de se montrer sur les piquets devant les gares ou les hôpitaux. Il n'était pas question de laisser entendre que les représentants politiques du Labour puissent cautionner la moindre protestation venue du monde du travail. Plus récemment, lors d'une rencontre avec des électeurs diffusée sur Sky News, il a répondu à un médecin du service public, qui l'interpellait sur le décrochage des salaires, que les grèves dans les hôpitaux avaient été néfastes pour les patients et qu'il ne s'engageait pas à augmenter les payes, mais à éviter les conflits sociaux en étant meilleur négociateur que le gouvernement Sunak. De même, sur l'immigration, Starmer n'accuse pas les conservateurs de cibler les travailleurs migrants mais de les laisser entrer en trop grand nombre dans le pays. Il promet d'abolir la loi Rwanda... parce qu'il la juge trop coûteuse et inefficace pour endiguer l'immigration. Starmer a d'ailleurs accueilli courant mai dans les rangs du Labour une certaine Nathalie Elphick, transfuge du Parti conservateur connue pour être au moins aussi à droite que la tristement célèbre Suella Braverman, ancienne ministre de

1 En droit anglais, un *barrister* est un avocat aux responsabilités importantes. Sa carrière de grand juriste a valu à Starmer d'être anobli par Elizabeth II en 2014.

l'Intérieur (2022-2023) particulièrement hostile aux migrants.

Aux journalistes qui tentent de le faire passer pour un partisan du *tax and spend* (imposer puis dépenser), Starmer s'engage à ne pas augmenter les impôts, ce qui, à un moment où tous les services publics souffrent du manque d'investissements, revient à promettre qu'ils resteront décatis. Même les libéraux-démocrates font figure de gauchistes à côté, avec leurs engagements à taxer les profits des banques pour financer les aides à la personne. Mais pour Starmer, tout empiètement sur les grandes fortunes est exclu. On comprend que le *Financial Times* fasse l'éloge du chef du Labour qui, au lendemain des élections, devrait selon lui devenir « *le plus fiable des dirigeants des démocraties libérales* ». Cette posture de Starmer n'est pas sans risques. Les travaillistes ont tellement mis l'accent sur leur sens des responsabilités vis-à-vis des privilégiés, ils ont tellement vidé leur programme de tout contenu pouvant être compris comme radical ou contestataire, qu'ils apparaissent de plus en plus comme des frères jumeaux des conservateurs. Et bien des travailleurs ne voient plus pourquoi ils devraient leur donner leur voix.

LES SYNDICATS À LA REMORQUE DE STARMER

Dans cette campagne, Starmer bénéficie du soutien de la plupart des chefs des syndicats. Cela comptera, même s'ils sont passés de 13 millions de membres en 1979 (leur sommet) à 7 millions seulement aujourd'hui. Même Mick Lynch, cheminot à la tête d'un syndicat, le RMT, qui n'est plus affilié au Labour Party depuis 2003, défend le vote travailliste auprès de sa base. Il juge Starmer « un peu fade » et souhaiterait un programme « plus auda-



Durham, 8 juillet 2023 : plus de 200 000 personnes au gala annuel des mineurs. L'avenir appartient aux luttes de la classe ouvrière.

cieux », mais le RMT appelle à faire campagne pour les travaillistes. Lynch justifie ce choix par leur Nouvelle donne pour les gens qui travaillent (*New Deal for Working People*). Ce texte contient certes la promesse de revenir sur une loi de 2016 restreignant le droit de grève et sur une autre de 2023 instaurant un service minimum. Mais elle est loin de revenir sur toutes les mesures antiouvrières des années Thatcher. Quant à l'engagement à renationaliser une partie des chemins de fer, les conservateurs eux-mêmes ont fait des pas dans ce sens tant les dégâts de la privatisation de 1993 sont patents.

Des critiques plus acerbes ont été formulées par Sharon Graham, dont le syndicat UNITE est lui affilié au Parti travailliste. Elle accuse à juste titre Starmer de mettre de l'eau dans son New Deal pour complaire aux milieux patronaux. En effet, il ne parle plus de rendre illégaux les contrats dits « zéro heure », ces CDD qui ne garantissent aucun revenu minimum, ni d'interdire la pratique dite « virer et réembaucher » (*fire and rehire*), qui permet à un employeur de faire signer un contrat de travail moins avantageux à un salarié qu'il vient de licencier. Graham souligne par ailleurs qu'en 2023, les travaillistes ont reçu 14 millions de livres de la part d'entreprises et de riches do-

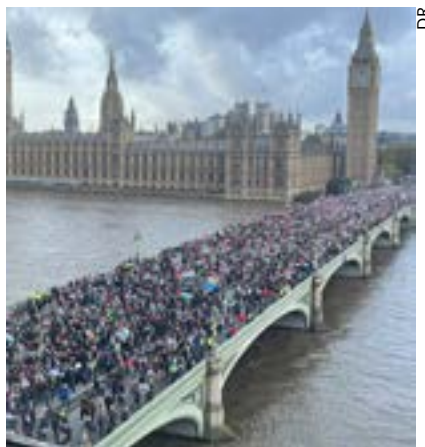
nateurs, contre 6 millions de la part des syndicats. Derrière ces justes observations, Graham en veut surtout à Starmer de traiter les bureaucraties syndicales par-dessus la jambe, mais elle affirme qu'elle n'en votera pas moins pour les travaillistes.

Ce suivisme n'est pas pour surprendre. Les dirigeants syndicaux sont derrière le Labour depuis toujours, puisque ce parti, à sa fondation en 1906, se voulait leur voix dans l'arène parlementaire. De fait, ni la bureaucratie syndicale ni la direction du Labour ne déterminent leur politique en fonction des intérêts de la classe ouvrière, comme on a pu le voir encore lors des grèves de 2022-2023. Les chefs syndicaux les ont conduites dans une impasse en les maintenant sur des rails corporatistes, en les émiettant, voire en signant des accords indignes entérinant une baisse des salaires. Alors que dans plusieurs branches, les syndicats ont mandat pour poser des préavis de grève, ils ont presque tous fait le choix de suspendre les mouvements le temps des élections, comme si le retour des travaillistes au gouvernement allait permettre d'obtenir les avancées pas obtenues par la lutte. C'est semer des illusions, car Starmer n'a rien à offrir aux travailleurs et il s'en cache à peine.

POUR QUI VOTERONT LES MÉCONTENTES ?

Même à travers le prisme déformant des sondages électoraux, on peut se faire une idée de la profondeur de la crise sociale en Grande-Bretagne. Les préoccupations mises en avant par les sondés sont toujours les mêmes : la difficulté à faire face aux dépenses courantes et la détérioration des services publics. C'est en 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine, que les prix déjà en hausse ont explosé, provoquant la pire crise du coût de la vie depuis des décennies. L'état pitoyable des systèmes de santé et d'éducation n'en a été que plus durement ressenti par les familles ouvrières. Les banques alimentaires sont de retour et la pauvreté infantile est repartie à la hausse. En 2024, les prix ont cessé de flamber mais ne sont pas redescendus, si bien que se nourrir, se chauffer et se loger restent un défi pour des millions de travailleurs. Plus de 7 millions de personnes sont sur liste d'attente pour un rendez-vous à l'hôpital, plus d'un million de foyers sont en attente d'un logement social. Et les prisons débordent.

Aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs, on ne peut pas faire confiance aux grandes formations politiques et à leurs représentants pour que les choses aillent mieux. Cela s'est traduit aux élections locales anglaises du 2 mai par une participation plus faible encore que d'habitude (entre 20 et 25 %). Et il est possible que l'abstention soit également élevée le 4 juillet. Le mécontentement pourrait aussi se traduire par un report des voix vers de plus petites organisations. À droite, le parti d'extrême droite du démagogue Nigel Farage, Reform UK, a été cette semaine donné pour la première fois devant les Tories dans un sondage, avec 19 % contre 18 %. Cette poussée a de quoi inquiéter, ne serait-ce que



Londres, 28 octobre 2023 : 100 000 manifestants pour un cessez-le-feu à Gaza.

parce que Reform UK aura des candidats partout et risque de capter des voix dans les régions les plus durement frappées par la crise. Et elle pourrait s'accélérer au-delà de l'élection une fois passé le bref « état de grâce » du gouvernement travailliste. Au centre, ce sont les libéraux-démocrates et les Verts qui pourraient engranger les voix des déçus des conservateurs comme des travaillistes, surtout dans la jeunesse petite-bourgeoise qui n'a pas renoncé à voter.

À gauche enfin, les candidats travaillistes dits indépendants, à savoir ceux que Starmer a mis au ban pour avoir appelé trop tôt à un cessez-le-feu à Gaza, pourraient damer le pion aux candidats officiellement intronisés, en particulier dans les villes où la population musulmane est nombreuse, mais aussi dans les circonscriptions populaires où les postures pro-business et bellicistes de Starmer ne passent pas. Tel est aussi le calcul du député ex-travailliste George Galloway. Ce catholique affirmé, initiateur en 2004 du parti Respect opposé à la guerre en Irak, présente 150 candidats sous l'étiquette Workers' Party (Parti des travailleurs). Plus marginalement, la volonté de protester contre la situation et le refus de choisir entre Sunak et Starmer s'exprimera peut-être aussi à travers des votes pour la cinquantaine de candidats de la TUSC. Cette Trade

Union and Socialist Coalition (Coalition syndicaliste et socialiste), fondée à l'occasion des législatives de 2010, regroupe des syndicalistes qui ne se reconnaissent pas dans le Labour ainsi que les trotskystes du Socialist Party (ex-Militant). Les chances de voir ces petits partis ou candidats hors cadre entrer à la Chambre des communes sont toutefois minces, du fait du mode de scrutin, uninominal et majoritaire à un tour, qui donne un net avantage aux deux grands partis établis.

POUR LES TRAVAILLEURS, PAS DE SOLUTION HORS D'UNE RIPOSTE COLLECTIVE

La dissolution du Parlement britannique le 30 mai a donné le coup d'envoi de la campagne des législatives, causant une grande effervescence dans les cercles politico-médiatiques. Mais ce cirque électoral suscite peu d'intérêt dans les classes populaires, et c'est bien normal. Aucun des politiciens professionnels en lice dans cette compétition ne mérite leurs voix. Quand Sunak passera la main à Starmer, ce sera certes un événement pour ceux qui quitteront leur place au Parlement ou au gouvernement et pour ceux qui les remplaceront. Mais pour les travailleurs, ce passage de relais au sommet ne changera rien. La seule nouveauté, ce sera la couleur politique des ministres qui leur porteront les coups. Dans ces élections comme dans bien d'autres à travers le monde cette année, il n'y a pas d'enjeu pour les exploités. Aucune solution à leurs problèmes ne peut sortir des urnes. Pour se défendre contre les coups d'abord, pour arracher le pouvoir aux capitalistes ensuite, les travailleurs britanniques, comme les autres, ne pourront compter que sur leurs combats collectifs.

20 juin 2024



Allemagne: face à la crise économique, quelle perspective pour les travailleurs ?

Depuis des mois, le patronat, les hommes politiques et les dirigeants syndicaux d'Allemagne se répandent en scénarios catastrophes. À les entendre, il n'y aurait bientôt plus d'industrie en Allemagne, y produire serait beaucoup trop cher. C'est pourquoi les entreprises fermentaient ou délocaliseraient à l'étranger qui serait « beaucoup plus favorable à l'économie ». Mais en même temps, l'Allemagne est repassée au rang de troisième puissance économique mondiale, c'est-à-dire le pays qui produit le plus de richesses au monde après les États-Unis et la Chine. Quelle est réellement la situation ?

L'économie allemande est entrée en récession en 2023. Le PIB a diminué de 0,1 %, la production industrielle de 1,5 %. Et deux secteurs, la chimie et la construction, connaissent des baisses importantes. Ces secteurs cependant sont en crise dans le monde entier. Les causes de cette légère récession ne sont pas seulement l'arrêt du gaz russe bon marché et la sortie du nucléaire, comme le prétendent le patronat et une partie des dirigeants politiques. Elles sont que l'économie allemande, comme celle du Japon, des Pays-Bas, de la Suède, est spécialisée dans l'exportation de biens industriels et est donc particulièrement touchée par l'aggravation de la crise mondiale depuis la pandémie: le manque de pièces, la hausse des prix en général et celle des matières premières et de l'énergie en particulier, la hausse des taux d'intérêt, etc. La crise économique en Chine, qui était jusque-là le premier partenaire commercial de l'Allemagne, joue également un rôle important. S'y ajoutent les nombreuses mesures protectionnistes des États-Unis, qui

visent tout particulièrement leurs concurrents chinois et allemand.

MAINTENIR LES PROFITS À TOUT PRIX

Ces reculs n'ont pas empêché les groupes allemands de distribuer des dividendes comme jamais auparavant. Les cours en Bourse, notamment l'indice DAX (l'équivalent du CAC 40) battent également tous les records: les actionnaires sont optimistes et pensent que, malgré la crise, ils continueront à percevoir de gros dividendes. Mais en période de récession, cela n'est possible que s'ils pressurent leurs salariés et la collectivité encore plus qu'ils ne le font déjà. Et pour le justifier, ils répandent le spectre de l'effondrement de l'économie allemande, si celle-ci ne réduit pas massivement ses « coûts ».

Les attaques ont déjà commencé. De nombreux groupes ont annoncé des plans de licenciements et la fermeture de sites. Sous prétexte de vouloir les éviter, le gouvernement ar-

rose les grands groupes de milliards de subventions. Une véritable compétition s'est engagée, notamment avec les États-Unis, pour savoir qui offrira le plus d'avantages aux grandes entreprises. En seulement trois ans, le gouvernement allemand leur a déjà fait cadeau de plusieurs centaines de milliards d'euros supplémentaires ! Et tous les partis, de l'extrême droite au parti Die Linke (gauche « radicale »), ainsi que les syndicats, soutiennent cette politique de subventions.

ThyssenKrupp a récemment démontré le « succès » de cette politique. La firme a exigé de l'État des subventions de plus de deux milliards d'euros, prétendant que c'était le seul moyen d'assurer l'avenir de l'industrie sidérurgique en Allemagne – et donc les emplois. Le syndicat IG Metall avait même appelé des milliers d'ouvriers à descendre dans la rue avec les patrons du groupe pour revendiquer ces subventions. Mais à peine ThyssenKrupp a-t-il reçu l'argent qu'il a annoncé la fermeture d'usines et la suppression de plusieurs milliers d'emplois.



Dividendes en milliards d'euros, versés par les entreprises allemandes des trois principaux indices boursiers (Dax, MDax, TecDax) de 2003 à avril 2024. La production baisse, les dividendes augmentent... aux dépens des classes populaires.

Le syndicat IG Metall a donc aidé les patrons contre les ouvriers de ThyssenKrupp... et finalement contre tous les travailleurs. Car les cadeaux gigantesques faits aux grands groupes ne sont pas gratuits. En contrepartie, le gouvernement a déjà économisé quatre milliards d'euros sur les indemnités des chômeurs, les soins médicaux et les aides aux réfugiés, et discute d'économiser encore 20 milliards dans le budget fédéral; partout, sauf sur l'armement bien sûr et sur les subventions au patronat.

ATTAQUER LES CHÔMEURS POUR ATTAQUER TOUS LES TRAVAILLEURS

Non seulement les capitalistes et l'État suppriment des emplois, mais en outre ils veulent forcer les travailleurs à travailler encore plus, plus longtemps, et de manière encore plus flexible. Ils ont un seul problème. Ces dernières années, les travailleurs, en particulier les jeunes, changent de plus en plus souvent d'entreprise, même s'ils ont un CDI, dans l'espoir, souvent vain, de trouver de meilleures conditions de travail et de salaire. Cela agace les capi-

talistes, car ils calculent tout au plus juste et ils ont besoin de tous ceux qu'ils emploient. Ils veulent pouvoir les exploiter jusqu'à ce qu'ils décident eux-mêmes de licencier. C'est pourquoi ils cherchent des moyens de faire rester les travailleurs, évidemment sans améliorer les conditions de travail et les salaires.

Dans ce but ils discutent d'introduire des sanctions massives contre les bénéficiaires de l'équivalent du RSA : ceux qui refusent une offre d'emploi ne recevraient plus un centime pendant plusieurs mois, pas même pour la nourriture. Les capitalistes espèrent que face à cette menace, les travailleurs ne démissionneront plus aussi rapidement et préféreront accepter de nouvelles dégradations.

Depuis un an déjà, le grand patronat a préparé idéologiquement ces attaques. Il a répété à l'envi que les entreprises recherchaient désespérément du personnel, mais que l'on pouvait si bien vivre avec les 500 euros du RSA que personne ne voulait plus travailler. Il a réussi à faire des chômeurs les boucs émissaires pour les travailleurs qui souffrent chaque jour du manque de personnel et se démènent dans de mauvaises

conditions. Pour ensuite déclarer que c'était une question de justice de forcer les chômeurs à travailler.

Puis ce fut le tour des jeunes, qui ne voudraient plus travailler correctement et auraient l'audace de réclamer un droit aux loisirs. Viennent ensuite les seniors qui, après 45 ans de travail, prendraient effrontément leur retraite « déjà »... à 64 ans, alors que les entreprises manquent cruellement de personnel. Et maintenant, ils commencent à dire que tous les Allemands travailleraient trop peu, beaucoup moins que dans le reste de l'Europe, et qu'il faut changer cela. C'est un classique : s'attaquer d'abord à l'une des parties les plus faibles de la classe ouvrière, pour finir par s'en prendre à tout le monde !

Alors que le gouvernement prépare des attaques contre les retraités et les chômeurs, le capital commence à flexibiliser voire augmenter le temps de travail. Cela peut paraître contradictoire, car ces derniers mois, les informations qui ont circulé indiquaient plutôt que les syndicats avaient obtenu des réductions du temps de travail à 35, voire à 32 heures dans certains secteurs. Mais ce n'est malheureusement pas vrai.

Pour différentes raisons, les directions syndicales l'ont certes revendiqué dans quelques branches, parfois avec des débrayages massifs de plusieurs jours. Elles expliquaient que le manque de main-d'œuvre qualifiée aurait créé un rapport de force en leur faveur, ce qui permettrait d'imposer de telles revendications. Mais aujourd'hui, les entreprises ne sont pas prêtes à embaucher plus de personnel, ce qui serait la condition préalable. Pour l'imposer, il faudrait donc des luttes d'une tout autre ampleur.

Lorsque c'est devenu évident, les directions syndicales ont plutôt accepté une flexibilisation des horaires de travail qui pro-

fite surtout aux patrons. Les cheminots qui ne s'en sortent pas avec leur bas salaire peuvent à l'avenir même travailler « au volontariat » trois heures de plus qu'auparavant. Et dans la sidérurgie, le patron peut désormais décider, en fonction des commandes, de faire travailler ses ouvriers jusqu'à trois heures de moins par semaine, avec perte de salaire, ou jusqu'à trois heures de plus qu'auparavant.

UN PROGRAMME DE DÉFENSE POUR LES TRAVAILLEURS

En tant que révolutionnaires, il est important d'expliquer quel est le rapport de force, de montrer que la lutte des classes est menée de manière particulièrement agressive par les classes dirigeantes, surtout en période de crise. Que la classe ouvrière a donc également besoin de luttes plus importantes et plus dures pour se défendre. Et qu'il est crucial pour cela de surmonter la division actuelle : la division entre jeunes et vieux, migrants et Allemands, travailleurs et demandeurs d'emploi et de surmonter également la division provoquée par le système actuel de négociations collectives, selon lequel chaque branche, si elle en possède une, ne peut faire grève que tous les deux ans à une date précise, séparément des autres branches.

Les directions syndicales n'ont aucun intérêt à changer ce système de négociations collectives, qui garantit leur influence (du moins pour le moment). Il s'agit donc de montrer que la classe ouvrière doit surmonter cette division à la base, sans les directions syndicales et si nécessaire contre elles.

Au moment où les difficultés pour les classes populaires s'approfondissent, il s'agit aussi de défendre différentes revendications transitoires, comme l'indexation des salaires sur les

prix, le partage du travail entre tous et le contrôle des comptes des entreprises et des actionnaires, précisément parce que ce sont des perspectives de lutte en temps de crise qui peuvent rassembler tout le monde : travailleurs de tous les secteurs, demandeurs d'emploi et retraités.

Enfin, il faut bien se rendre compte que la concurrence aggravée entre les grandes entreprises et la prétendue « lutte pour la compétitivité de l'économie allemande » ne menacent pas seulement la situation matérielle et sociale du monde du travail. Cela fait partie de la concurrence internationale croissante pour les débouchés et les matières premières, qui évolue de plus en plus ouvertement vers la guerre entre grandes puissances. Et toute la propagande selon laquelle les travailleurs et les capitalistes auraient des intérêts communs dans la lutte contre la concurrence étrangère est également une préparation idéologique à la guerre.

Cette dernière va de pair avec la propagande selon laquelle Poutine pourrait bientôt être à Berlin, avec des discussions sur une réintroduction du service militaire obligatoire, sur des exercices du type « Que faire en cas de guerre, de bombardements ? » dans les écoles, les hôpitaux, etc. Tous ceux qui, comme les syndicats et Die Linke, participent à la propagande sur la défense de l'économie allemande, soutiennent de fait cette préparation idéologique de la guerre.

LA CRISE RENFORCE ÉLECTORALEMENT L'EXTRÊME DROITE ET LES NÉONAZIS

L'aggravation de la crise et les mesures que le gouvernement a dû prendre en faveur du patronat ont fait de lui, en un temps record, le gouverne-

ment le plus impopulaire depuis celui de Schröder (SPD) au début des années 2000. Les trois partis au pouvoir, les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux, ont chuté dans les sondages électoraux. Chacun des trois partis tente donc par tous les moyens de regagner des points auprès de son électorat. En conséquence les trois partis gouvernementaux se disputent entre eux et s'attaquent en permanence.

Nombreux sont ceux qui, au sein de la population, n'éprouvent plus que du dégoût pour ce cirque gouvernemental, alors que leurs conditions de vie ne cessent de se dégrader. Les grands bénéficiaires de cette situation sont la CDU (la droite) et plus encore l'AfD (l'extrême droite), qui se présentent comme les sauveurs du pays face à ce gouvernement « incompétent ».

Leur montée en puissance a encore détérioré le climat politique. Car comme ils ne peuvent évidemment pas critiquer le gouvernement pour les énormes cadeaux aux entreprises, ils braillent contre lui parce qu'il s'occuperait encore trop (!) des chômeurs « paresseux », des réfugiés ou des « groupes marginaux » comme les transsexuels, plutôt que de la « classe moyenne qui travaille dur ».

Les manifestations des agriculteurs et des petits artisans au début de l'année ont également été marquées par ce climat. Pour la première fois, il est apparu que si la crise devait à un moment donné marginaliser réellement de nombreux paysans et petits entrepreneurs, les fascistes pourraient très vite recruter parmi eux des troupes pour attaquer les politiciens, les syndicalistes et, en général, tous ceux qu'ils tiennent pour responsables de leur malheur.

Ce climat encourage déjà les casseurs d'extrême droite. Ces dernières semaines, des hommes politiques ont été

DPA / GEISLER / BERND ELMENHÄLER



Plus de 100 000 manifestants (chiffres de la police) à travers le pays, le 20 janvier 2024. Ici à Brême, sur une pancarte : « Plus jamais le fascisme. Interdire l’AfD maintenant ! Défendre la démocratie ! ».

agressés physiquement à plusieurs reprises; le chef de file du SPD aux élections européennes en Saxe a été passé à tabac.

Au début de l’année, on a également appris que des chefs néonazis avaient rencontré des représentants de l’AfD et de l’aile droite de la CDU. Ensemble, ils avaient discuté d’un plan visant à expulser des millions de migrants, y compris des migrants ayant acquis la nationalité allemande.

POUR COMBATTRE L’EXTRÊME DROITE, IL FAUT COMBATTRE LE CAPITALISME

Le choc que cela a provoqué a donné lieu à des manifestations de masse spontanées pendant des semaines, contre l’AfD et l’évolution très à droite de la société. Plusieurs millions de personnes y ont participé, principalement issues des classes moyennes des générations intermédiaires et plus âgées.

Dans un climat où l’agitation de la droite dominait tout, ces manifestations ont fait du bien à beaucoup de gens. Ils ont pu voir qu’ils n’étaient pas seuls. Mais elles manquaient de perspective. La seule idée avancée a été d’interdire l’AfD. Comme si l’on pouvait stopper la dangereuse dérive droitière de la société par

une mesure technique !

En tout cas, ces projets monstrueux et sa complicité ouverte avec les néonazis n’ont pas nui à l’AfD. Lors des élections régionales à venir dans les trois lands est-allemands de Saxe, Thuringe et Brandebourg, elle pourrait même devenir la première force électoralement. Une partie de ses électeurs n’a vu dans ce scandale qu’une nouvelle tentative des partis au pouvoir de dénigrer l’AfD.

En effet, les partis au pouvoir ont immédiatement pris la tête des manifestations de masse. Dans leur hypocrisie, le chancelier Scholz et les ministres ont, le matin, voté des lois plus dures contre les migrants et interdit des manifestations contre la guerre à Gaza. Et l’après-midi, ils se sont présentés dans les manifestations comme un rempart contre l’extrême droite, pour l’ouverture au monde et la démocratie, et ont fait campagne pour leur réélection. Bien des migrants, des travailleurs issus de l’immigration, révoltés par le sort du peuple palestinien, ne se voyaient absolument pas manifester en commun avec ces gens-là pour une prétendue défense de la démocratie.

Très vite, les dirigeants politiques ont également évoqué le fait que la démocratie devait être « renforcée », c’est-à-dire qu’elle devrait plus utiliser le moyen

de l’interdiction et la police : notamment contre « toute forme d’extrémisme », y compris donc l’« extrémisme de gauche », et contre « toute forme d’antisémitisme ». C’est ainsi qu’ils calomnient les manifestations contre la guerre à Gaza. Les dirigeants ont abusé des craintes légitimes concernant les extrémistes de droite pour justifier la répression des manifestations contre les bombardements à Gaza, et généralement un développement plus autoritaire de l’État.

Ces événements offrent la possibilité de s’expliquer sur les causes du renforcement de l’extrême droite, en particulier la crise du capitalisme et la responsabilité des partis au pouvoir. Dans un contexte où Die Linke, le parti communiste (DKP) et les maoïstes (MLPD) demandent l’interdiction de l’AfD, et où même certains groupes trotskystes ne sont pas clairs sur cette question, il est important de montrer très clairement que l’appareil d’État n’est pas une aide, mais un adversaire dans la lutte contre l’extrême droite.

Il n’y a qu’une voie : seules des grèves et des luttes communes de grande ampleur, dans lesquelles des travailleurs d’origines diverses se tiennent côte à côte et font l’expérience de leurs intérêts sociaux communs et de leur force, peuvent dissiper le sentiment d’impuissance et de frustration qui est le terreau de la montée de l’extrême droite.

Ce n’est que dans des luttes de grande envergure que la classe ouvrière pourra retrouver confiance en elle et prendre conscience qu’elle peut intervenir sur le terrain politique. Qu’elle est même la seule à pouvoir arrêter l’extrême droite et la guerre : en renversant le capitalisme et en prenant elle-même la direction de la société. Et c’est pourquoi il est vital que le plus grand nombre possible de militants défendent ces perspectives au sein de la classe ouvrière.

18 juin 2024



République démocratique du Congo : guerres incessantes et pillage des matières premières

En République démocratique du Congo (RDC), une guerre fait rage depuis près de trente ans, dans un quasi-silence médiatique. De 6,5 à 10 millions de personnes y ont été tuées et plus de 7 millions déplacées. Il a fallu le geste des joueurs de l'équipe nationale de RDC à la Coupe d'Afrique des nations de 2024, qui ont placé une main en revolver sur leur tempe et une autre devant leur bouche, pour que soit un tant soit peu dénoncé ce chaos sanglant et le silence des grandes puissances.



Par leur geste pendant l'hymne national, les joueurs congolais dénoncent le silence sur la guerre, lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2024.

Situé à 3 000 kilomètres de la capitale Kinshasa, l'est de la RDC est ravagé par près de 200 bandes armées. Certaines sont dirigées par des chefs de guerre congolais, d'autres sont liées aux États voisins, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Ces milices vivent du racket des petits paysans qui coupent les bois précieux ou produisent du cacao, et de l'exploitation des centaines de milliers de « creuseurs de minerais ». Deux des principales provinces, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, renferment les plus

grandes réserves mondiales de coltan, le minéral de tantale, ainsi que des gisements d'étain et de tungstène. Ce sont des métaux essentiels pour l'électronique, l'armement, l'automobile et l'aéronautique. Le Kivu et l'Ituri plus au nord renferment aussi des quantités importantes d'or. Ces guerres permanentes et leur cortège d'exactions, de viols et de mutilations sexuelles utilisés comme arme de guerre, ont des causes, une histoire et des responsables. Ils sont bien propres sur eux : ce sont nos dirigeants, ceux des grandes puissances impérialistes. Ils parlent de « mal congolais » ou de « malédiction africaine », osent déclarer comme Macron en mars 2023 à Kinshasa : « *Vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur.* » Ces déclarations, cyniques et mensongères, visent à masquer la responsabilité des grandes puissances – et celle de la France est écrasante – dans des guerres qui sont le produit de décennies de pillage et de rivalités impérialistes.

LES BOMBES À RETARDEMENT DE LA POLITIQUE COLONIALE

Ces rivalités datent du découpage colonial, en 1885 à Berlin. Le Congo Léopoldville, future RDC, une région vaste comme l'Europe de l'Ouest située dans le bassin du fleuve Congo, fut d'abord une colonie, propriété personnelle du roi des Belges, Léopold II, constituée, bien évidemment sans aucun respect des populations, langues, coutumes. La Grande-Bretagne mit la main sur l'Ouganda ; l'Allemagne colonisa le Rwanda et le Burundi, récupérés par la Belgique en 1918. Divisant pour mieux régner, les puissances coloniales figèrent les groupes humains qu'ils appelèrent ethnies. Au Rwanda, les colonisateurs favorisèrent les élites tutsies. Mais au Congo voisin, ils écartèrent des chefs traditionnels tutsis d'origine rwandaise qu'ils estimaient insoumis. Ils déplaçaient aussi les populations selon leurs besoins de main-d'œuvre. En 1937, l'administration coloniale belge créa la Mission d'immigration des Banyarwanda qui dé-



LE MONDE DIPLOMATIQUE

La RDC (Congo Kinshasa) : un pays vaste comme l'Europe de l'Ouest, doté d'immenses réserves de minerais.

porta des Tutsis depuis le Rwanda vers des régions congolaises. Des Hutus rwandais furent aussi déplacés pour travailler dans les mines d'or du Kivu et de cuivre du Katanga. En utilisant les divisions ethniques, les colonisateurs belges, tout comme les Anglais et les Français dans leur empire respectif, posaient les bombes à retardement qui explosent encore aujourd'hui.

En 1960, quand la Belgique concéda l'indépendance du Congo, l'unité du pays était extrêmement fragile. Rien dans le passé colonial n'avait permis de forger des liens solides entre les différentes régions de cet immense pays. L'économie avait été entièrement bâtie pour la métropole. Il n'y avait pas de bourgeoisie nationale solide ni même de couche dirigeante unifiée. À peine indépendant, l'État congolais fut soumis à de fortes pressions séparatistes. Chaque clan politique, attaché à une province, défendait son accès aux richesses du pays. Et

derrière chacun, on retrouvait une grande puissance. De 1960 à 1963, les Belges et les Français soutinrent ainsi la sécession du Katanga, région riche en cuivre et en cobalt. Mais les États-Unis voyaient d'un mauvais œil l'éclatement du pays. Celui-ci aurait pu profiter à ses concurrents moins puissants, mais également déstabiliser toute la région et favoriser l'influence soviétique. En 1963, par le biais de l'ONU, les États-Unis intervinrent militairement pour porter au pouvoir le colonel Mobutu Sese Seko, contre la sécession katangaise, mais aussi contre les mouvements de révolte et de guérilla qui secouaient le Congo. Les dirigeants incarnant aux yeux des populations une politique anti-impérialiste furent systématiquement combattus voire assassinés, comme Patrice Lumumba, le principal dirigeant congolais. Tué le 17 janvier 1961 par des mercenaires katangais, français et belges, avec la bénédiction de la CIA, Patrice Lu-

mumba devint un symbole de la lutte contre l'impérialisme, au Congo et bien au-delà, jusqu'à aujourd'hui.

Au Congo indépendant, des guérillas se réclamant plus ou moins du marxisme émergèrent, comme celle de Laurent-Désiré Kabila, qui fera parler de lui trente ans plus tard. Kabila reçut dans son maquis Che Guevara, venu avec 150 instructeurs cubains. Cette période vit aussi l'éveil politique de travailleurs, comme les mineurs évoqués dans *L'or du Maniéma* de Jean Ziegler, politisés dans ce roman par des militants réfugiés du Portugal. Mais la combativité de ces travailleurs fut encadrée et dévoyée par ces guérillas, qui se revendiquaient du marxisme afin d'obtenir le soutien de l'URSS, mais défendaient uniquement leur appareil et leurs chefs, en rivalité avec le pouvoir central soutenu par l'impérialisme.

Pendant 32 ans, le régime dictatorial de Mobutu mena un pillage généralisé des richesses du pays, entraînant la dégradation de toutes les infrastructures, des quelques services publics jusqu'aux entreprises industrielles et minières. Ce pillage ne put se maintenir qu'avec le soutien militaire, financier et politique constant des grandes puissances, pour lesquelles Mobutu était le dirigeant le plus fidèle de la région. À partir des années 1980, à cause de la chute du prix des matières premières, la situation économique devint catastrophique. Les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale achevèrent le peu qu'il restait d'écoles, d'hôpitaux et de dispensaires.

LE CHAOS EN RDC, PRODUIT DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

Dans les années 1990, le régime de Mobutu était exsangue.

La crise économique aiguës les divisions et les forces centrifuges. L'armée nationale n'avait plus les moyens de s'équiper et de payer ses soldats. Dans l'est, les politiciens s'appuyaient sur les rivalités ethniques pour renforcer leur pouvoir local et s'enrichir, en organisant leurs propres troupes. Dès 1993 au Nord-Kivu, la démagogie de politiciens conduisit à des pogroms anti-Tutsis, qui firent 7 000 morts et 250 000 déplacés. Mais ce qui fit basculer la région dans la guerre, c'est le génocide au Rwanda, en 1994, organisé par le régime hutu soutenu par la France. Les armées génocidaires, battues par l'armée de Paul Kagamé soutenue par les États-Unis, s'enfuirent sous la protection de l'armée française, qui avait saisi leurs armes, puis les leur avait rendues. Voilà pourquoi la France a une responsabilité directe dans le chaos à l'est de la RDC. En avril dernier, à l'occasion de l'anniversaire du génocide des Tutsis au Rwanda, Macron a déclaré que la France « *aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* ». C'est d'une hypocrisie sans nom car la France a, en toute volonté, armé et protégé les milices génocidaires. Celles-ci se sont ensuite réfugiées dans l'est du Congo, utilisant 1,5 million de réfugiés hutus comme masse de manœuvre. Elles y formèrent le Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR), fort de 100 000 soldats, qui attaquaient les populations tutsies congolaises. En réponse aux exactions des FDLR, des milices à dominante tutsies se formèrent. L'actuel M23, qui avec le soutien du Rwanda est devenue une véritable armée, a de lointaines origines dans ces milices.

Le chaos sanglant au Rwanda s'étendit ainsi au Congo. Cet embrasement coïncidait avec l'agonie du régime de Mobutu. Même l'extraction minière était en chute libre tandis que l'ex-

plosion de l'électronique aiguës les rivalités pour le contrôle des minerais. Alors, en 1997, les États-Unis lâchèrent Mobutu, et misèrent sur son vieux concurrent Laurent-Désiré Kabila. À partir de son fief dans l'est, et avec l'appui des armées rwandaises et ougandaises et des États-Unis, Kabila renversa Mobutu dont l'armée s'effondrait. Durant cette première guerre congolaise, les capitalistes liés à l'impérialisme anglo-américain signaient des contrats miniers dont Kabila et les affairistes autour de lui tiraient de solides rentes. Dans cette lutte, les groupes français furent mis hors jeu car la France soutint jusqu'au bout Mobutu.

Mais les appétits ouverts par le jackpot minier congolais s'envenimèrent. Kabila se retourna contre ses anciens alliés rwandais et ougandais. De 1998 à 2003, une nouvelle guerre ravagea presque tout le pays, pour le contrôle des diamants, du cuivre et du cobalt. L'est du pays fut occupé par les troupes rwandaises et ougandaises. Jusqu'à douze pays africains furent impliqués dans cette « guerre mondiale de l'Afrique ». Mais tous les acteurs de cette guerre gé-

néralisée n'avaient pas le même niveau de responsabilité : les petits chefs de guerre, et au-dessus d'eux les troupes congolaises ou étrangères, étaient bien responsables d'exactions et de violences sans fin. Mais, bien plus haut, les grandes puissances étaient les vrais responsables de ce désastre. Pour protéger les intérêts de leurs industriels à accéder aux ressources, pour défendre leur influence contre leurs rivaux, les impérialistes soutenaient tel dictateur ou tel groupe armé, produisant et faisant livrer par des mercenaires et des trafiquants le matériel militaire ravageant la région. Non, la barbarie n'est pas une tare congénitale de la RDC et de l'Afrique : elle est un produit d'exportation impérialiste, au même titre que le fusil d'assaut et le lance-roquette.

DES AFFRONTEMENTS SANS FIN, PRODUITS D'UNE ÉCONOMIE DE PRÉDATION

En 2003, il y eut de prétendus accords de paix mais la guerre ne s'est jamais arrêtée dans l'est de la RDC. Aujourd'hui, les populations sont toujours prises en étau entre une multitude de bandes armées. Certaines sont de petits gangs, contrôlant une mine artisanale, ou un village et ses terres agricoles. Elles peuvent être issues de groupes d'autodéfense comme les wazalendo (« patriotes » en langue kiswahili), que l'actuel président congolais, Félix Tshisekedi, a récemment intégrés dans les forces armées de la RDC (FARDC). D'autres ont une envergure plus importante, comme le M23 qui est soutenu par le Rwanda et inclut des soldats rwandais ; ou les Allied Democratic Forces (ADF), une guérilla opposante au régime ougandais aujourd'hui affiliée à l'État islamique. Le Kivu et l'Ituri au nord-est de la RDC servent de zones refuges pour les groupes armés qui s'opposent aux régimes des pays de



Un cimetière de victimes des affrontements à Kisangani début juin 2000.

la région. Tous prétendent défendre la liberté, la démocratie et le peuple, mais ce ne sont que des appareils militaires aspirant à prendre le pouvoir et à établir leur propre dictature.

Les alliances et contre-alliances changent en permanence entre ces milices et armées régionales, au gré du pillage des minerais qui alimentent l'économie capitaliste. Il n'y a aucune unité à l'est du pays où l'État central est impuissant, et il n'y a aucun intérêt commun durable de ces chefs de guerre, qu'ils soient congolais ou étrangers. Chacun ne vise qu'à prélever sa part du pillage, dans des alliances mouvantes et des affrontements sans fin. Mais au bout du compte, tous se soumettent à l'impérialisme car leur pouvoir est fragile, produit d'une économie de prédation.

Le pouvoir du président Tshisekedi lui-même, réélu en décembre dernier, reste ainsi un château de cartes, qui ne tient que par la grâce des grandes puissances. Il a été reçu à Paris en avril 2024 par Macron, et Joe Biden a envoyé un représentant spécial à son investiture à Kinshasa. Dans le chaos d'alliances instables, Tshisekedi ne fait pas exception. Ainsi jusqu'en novembre 2021, il était l'allié du président rwandais, et les deux États avaient signé un accord de traitement des minerais de la Société aurifère du Kivu et du Maniéma par une raffinerie rwandaise. Kagamé et Tshisekedi s'affirmaient « frères ». La compagnie Rwandair desservait Kinshasa et d'autres grandes villes de RDC. Mais cette lune de miel a été détruite par les rivalités entre le Rwanda et l'Ouganda. En novembre 2021, la RDC a signé un accord militaire avec l'Ouganda ainsi que des contrats portant sur des infrastructures, notamment une route entre Goma, la capitale du Nord-Kivu, et Béni, une ville de un million d'habitants au nord de la pro-

vince. L'accord précisait que les travaux devaient être protégés par l'armée ougandaise : c'était une remise en cause du rôle du Rwanda dans la région, où le contrôle des routes est crucial. C'est par ce réseau que les affairistes importent des biens de consommation ou des armes, et exportent le cacao ou les minerais. Peu après l'accord entre la RDC et l'Ouganda, le conflit dans le Nord-Kivu s'est brutalement aggravé, avec l'offensive du M23, soutenu par le Rwanda. Les tensions avec la RDC sont alors devenues explosives, et exacerbées car chaque camp joue du nationalisme pour faire se serrer la population derrière lui. En décembre 2023, lors de l'élection présidentielle en RDC, Félix Tshisekedi a comparé Kagamé à Hitler, l'accusant de vouloir mettre la main sur l'est de la RDC. Kagamé, lui a répondu en niant toute implication, alors que des soldats rwandais combattent dans le M23.

Mais ce n'est pas la seule milice, loin de là. On y retrouve aussi de nombreuses « sociétés militaires privées », un euphémisme pour désigner des bandes de mercenaires. En RDC, Wagner n'est pas présent mais il y a des barbouzes liés à la France. À Goma, capitale du Nord-Kivu, des anciens de la Légion étrangère française opèrent, aux côtés d'hommes d'affaires louches, comme un certain Olivier Bazin, alias « colonel Mario », courtier en matériel militaire. Sa société militaire privée, Agemira, a signé avec l'armée congolaise un contrat pour la maintenance de ses avions et hélicoptères, assurée par un quarantaine d'anciens militaires biélorusses et géorgiens. Comme bien des États issus des indépendances, l'État congolais s'effondre et laisse le pouvoir à des groupes de mercenaires qui se vendent au plus offrant, pour protéger le pillage des ressources naturelles de RDC.



Le président rwandais, Kagamé (à gauche), et son homologue congolais, Tshisekedi (à droite), à Kigali en 2019. Aujourd'hui, ils s'opposent, à travers les violences qui déchirent la population de part et d'autre de la frontière.

LE PILLAGE DES MINERAIS

Au milieu de ce chaos, l'extraction des minerais ne s'est jamais arrêtée, et elle nourrit directement les combats et les déplacements meurtriers de populations. Le principal est le coltan dont on extrait le tantale, un métal essentiel à beaucoup de productions modernes, les implants et les outils chirurgicaux, les condensateurs et matériels électroniques, les alliages spéciaux, utilisés notamment dans l'aéronautique civile et militaire. La RDC renfermerait 60 % à 80 % des réserves mondiales de coltan et a fourni 44 % de sa production mondiale en 2019, environ 2 000 tonnes. Il s'agit le plus souvent de mines dites artisanales comme celle de Rubaya au Nord-Kivu, qui produit 15 % de la production mondiale de coltan.

Pour exploiter les mines, le ministère des Mines congolais vend des concessions à des compagnies. Contrairement au cuivre et au cobalt du Katanga, dont l'extraction est dominée par le suisse Glencore, le groupe belgo-congolais Georges For-

JONATHAN KOMBI / ACTUALITÉ.CD



Des mineurs artisanaux manifestent malgré la milice patronale, à Rubaya, au nord-ouest de Goma, en avril et mai 2019, pour exiger les arriérés de paiement de leur minerai de coltan livré à la société exportatrice SMB. Sur leur banderole : «Sortez de nos champs». En effet, l'État a accordé des concessions minières sur les champs des paysans.

rest et de grandes compagnies d'État chinoises, les sociétés impliquées dans l'extraction du coltan sont de taille plus modeste. Les capitaux nécessaires sont limités car l'extraction s'y fait avec des moyens dérisoires, par la seule force des muscles des mineurs, qui creusent avec une bêche et une barre à mine, comme des forçats. Les sociétés gérant les concessions changent souvent et sont très opaques, comme les compagnies qui exportent ensuite le minerai via le Rwanda, le Burundi ou l'Ouganda. Deux compagnies dominent actuellement cette exportation du coltan extrait de RDC, dont la CDMC, qui est présidée par un homme d'affaires britannique nommé John Crowley, en affaires avec un courtier Suisse, Chris Huber. Les minerais sont envoyés vers le Rwanda ou l'Ouganda par voie terrestre, par pirogue à travers les lacs de la région ou par avion. Il y a peu de routes carrossables mais il existe de nombreux tout petits aérodromes privés. Les minerais partent ensuite vers les grands ports de la côte est de l'Afrique, comme Dar-es-Salam en Tanzanie, expédiés vers des

fonderies en Thaïlande, en Malaisie ou en Chine. Les métaux parviennent enfin aux géants de l'électronique, de l'aéronautique et de l'armement, en Amérique du Nord, en Europe ou au Japon, sur les chaînes de production d'Apple, Intel, Samsung, Motorola, Thales, Dassault,... Ce sont eux qui sucent les richesses extraites par les creuseurs de RDC, aux moyens dérisoires, afin d'alimenter des productions de haute technologie.

LA BARBARIE LABELLISÉE

Officiellement, les métaux extraits des régions en guerre de RDC sont soumis à une interdiction d'exportation. Les représentants des grandes compagnies occidentales affirment avoir des garanties que le tantale ou l'étain qu'ils utilisent ne proviennent pas de « minerais de sang ». Mais qui peut les croire ? Oh, il existe de bien jolis labels, censés certifier que les minerais ne viennent pas de zones contrôlées par des bandes armées. Mais la certification est assurée par les exportateurs

eux-mêmes, ce qui explique une plaisanterie récurrente dans ce secteur minier qui dit : « Ce sont les loups qui gardent la bergerie ». Ces capitalistes de l'étain et du coltan, pour mettre le bon coup de tampon, distribuent les pots-de-vin aux agents du ministère des Mines de l'État congolais. Ces fonctionnaires n'ont bien souvent pas le choix : payés 1 dollar par jour, ils doivent faire vivre leur famille, et ceux qui résistent subissent les exactions de la bande armée au service de la compagnie qui a la concession.

Les conditions de travail des 240 000 creuseurs qui travaillent à l'extraction du coltan, de l'étain, du tungstène, sont inhumaines. Des reportages, souvent poignants, montrent la vie de ces mineurs, qui creusent des cuvettes et des galeries dans les parois des montagnes du Kivu, des femmes et des enfants qui entrent dans les trous pour en tirer les blocs de coltan sous la menace permanente d'un éboulement. L'exploitation y est féroce. Les compagnies concessionnaires cherchent à baisser le prix du minerai payé aux mineurs et parfois, il y a des coups de colère. En 2019 et 2020, les mineurs de Masisi, au Nord-Kivu, se sont ainsi affrontés à la police des mines, au service des compagnies concessionnaires qui ne payaient jamais en temps et en heure.

Depuis 2012, la production d'or dans l'est de la RDC est aussi en augmentation. La plupart des mines sont artisanales, contrôlées par des bandes armées. Mais il y a aussi des mines industrielles, comme la mine de Kibali dans une province au nord de l'Ituri. C'est une des plus grandes mines d'or au monde, contrôlée par l'entreprise sud-africaine AngloGold et la canadienne BarrickGold, dont l'exploitation est sous-traitée à une filiale du groupe français Bouygues. Ces travailleurs sont un peu mieux lotis mais ils

font partie de la même classe ouvrière que les creuseurs des mines dites artisanales. Ce sont souvent les mêmes travailleurs, qui passent d'une région à une autre, d'une mine à une autre, contrôlée parfois par un chef de guerre, parfois par des capitalistes occidentaux, au gré des combats et du travail disponible. Mais les coups de colère sur les sites miniers, industriels et artisanaux, démontrent que, comme partout, les travailleurs du Congo ne sont pas seulement des victimes de l'exploitation. Par leur travail, leur rôle indispensable, ils ont aussi la force de se défendre.

L'AVENIR EST DANS LES MAINS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Face à l'horreur de la situation, des commentateurs et les ONG défendent l'idée qu'il faudrait une meilleure certification des minerais exportés. C'est une vaste fumisterie, tant que ce sont les autorités et les entreprises privées qui assurent ce prétendu contrôle, et non les travailleurs eux-mêmes. D'autres expliquent qu'il faudrait boycotter les productions contenant du coltan ou d'autres métaux rares. Mais le tantale est indispensable pour le matériel médical ou des installations électroniques vitales. Enfin, les dirigeants des grandes puissances ont pu prétendre que l'intervention de l'ONU permettrait de stabiliser la situation. On voit qu'il n'en est rien et, aujourd'hui, la Mission des Nations unies au Congo (MONUSCO) est en train de se retirer. Pire, certains de ses officiers ont été impliqués dans des trafics d'armes.

En RDC, comme dans tous les pays dominés par l'impérialisme, rien de bon ne peut venir de l'ONU et des grandes puissances, qui sont les premières responsables. Rien de bon ne peut venir des politiciens du pays, avant tout préoccupés de la place qui leur permet d'accéder aux miettes du pillage que leur laissent les capitalistes occidentaux. Les États issus des indépendances sont en train de s'effondrer, démontrant qu'il n'y a aucun espoir de développement dans le capitalisme, même dans un pays aussi vaste et riche en ressources naturelles que la RDC. C'est le capitalisme qui a transformé l'est de la RDC en un borbier sanglant qui nourrit les fortunes des milliardaires américains ou européens. Ce chaos n'est pas un problème congolais mais la démonstration que le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que le sous-développement et la violence généralisée aux pays dominés par l'impérialisme.

Mais, comme partout sur la planète, il existe en RDC une classe ouvrière sans qui la société n'existerait pas, sans qui l'économie ne fonctionnerait pas. L'espoir ne peut venir que de la population laborieuse. Ce sont les travailleurs des mines, les très nombreux petits transporteurs, qui assurent avec des camions ou de simples vélos la distribution des biens indispensables à la population. Ce sont les petits paysans qui produisent le cacao ; les coupeurs de bois exploités par des chefs de guerre ; les petites vendeuses de rue, les creuseuses. De l'autre côté des frontières, en Ouganda ou au Burundi, la vie n'est guère plus facile pour les travailleurs, confrontés à la vie chère, aux

violences des autorités et à leurs policiers. Les exactions des milices comme le M23, et en face la rhétorique nationaliste des politiciens, alimentent les tensions ethniques. C'est là aussi une façon de dresser les pauvres contre d'autres pauvres, une démagogie qui prépare de nouveaux massacres.

Il n'y a aucune fatalité. Quand la révolte éclatera, elle pourra se transmettre par contagion car des liens existent entre tous ces travailleurs. En Afrique de l'Est, en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya et jusqu'à Mayotte, les réfugiés venus de l'est de la RDC sont nombreux. Une infime minorité arrive à rejoindre les pays riches, l'Europe et les États-Unis, où ils grossissent les rangs de la classe ouvrière. À travers les chaînes d'approvisionnement de l'industrie capitaliste, nous sommes tous liés par l'exploitation. Seuls les travailleurs peuvent remettre la société sur ses pieds, car ils assurent la production partout sur la planète, des mines de coltan aux usines d'électronique high-tech des pays riches, en passant par les fonderies d'Asie du Sud-Est. Le chaos, qui progresse sur tout le continent africain et ailleurs sur la planète, a sa source dans la domination des grandes puissances. La prochaine révolution ouvrière partira peut-être d'une mine de RDC mais elle ne pourra vaincre que si elle s'étend partout, et renverse tout l'ordre impérialiste. Ce combat, seule la classe des travailleurs peut le mener jusqu'au bout, dans les pays dominés par l'impérialisme comme dans les citadelles du capitalisme.

18 juin 2024



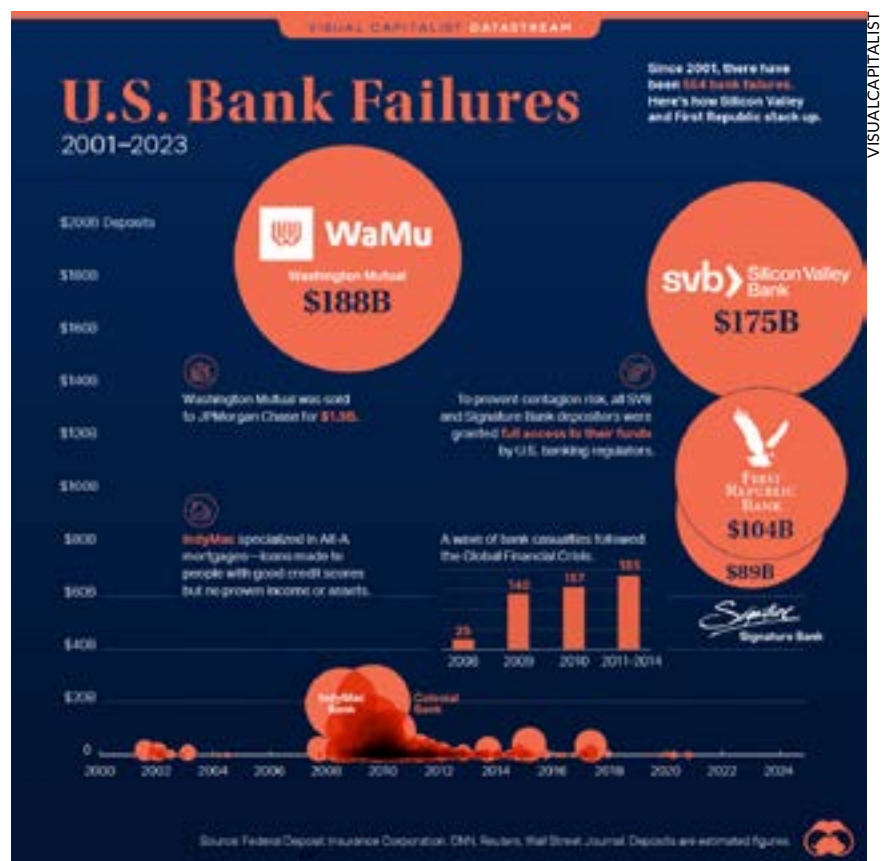
États-Unis : à propos de la crise économique

Cet article est la traduction d'un texte du congrès annuel du groupe trotskyste américain The Spark.

L'an passé lors de notre congrès, nous avons évoqué une crise financière qui venait d'éclater. Il y a tout juste un an, en mars 2023, la Silicon Valley Bank et deux autres grandes banques ont fait faillite. De gros déposants ont retiré leur argent et fermé leurs comptes, ce qui a provoqué une vraie panique. Les gens faisaient la queue pour retirer leur argent de ces banques, qui sont tombées dans une spirale infernale.

La question était de savoir si ces faillites bancaires déclencheraient une réaction en chaîne. Personne ne savait quelle banque allait être touchée à son tour par des retraits importants et de plus en plus de banques s'arrachaient les liquidités pour couvrir ces retraits.

Cette panique n'est pas sortie de nulle part. En réalité, l'ensemble du système bancaire prenait l'eau et était au bord de la faillite. Les obligations et autres titres financiers que ces banques détenaient en réserve valaient bien moins qu'un an auparavant. D'énormes mouvements spéculatifs sur les marchés financiers avaient considérablement réduit leur valeur nominale. Si ces banques s'étaient retrouvées obligées de vendre les titres qu'elles détenaient afin de réunir des liquidités, elles auraient perdu très rapidement beaucoup d'argent, au



Les faillites bancaires de 2001 à 2023. Celles de 2023 ont dépassé, en montant total de dépôts perdus, celles qui ont suivi la crise financière de 2008.

Source des données : Société fédérale d'assurance-dépôts, CNN, Reuters, Wall Street Journal. Les montants de dépôts sont des estimations.

point de ne plus pouvoir poursuivre leurs activités.

Puis, la Réserve fédérale (la Fed) est intervenue. Elle a annoncé qu'elle instaurait un programme de prêts d'urgence pour l'ensemble du système bancaire. Elle a commencé à prêter aux banques tout l'argent dont elles

avaient besoin, sans vérifier la valeur réelle de ce que ces dernières lui remettaient en gage. Quelle aubaine ! Essayez donc d'emprunter de l'argent à une banque en présentant des garanties dont la valeur est bien moindre que celle du prêt. Elle se moquerait de vous d'entrée

de jeu... à moins que vous ne soyez Donald Trump, bien sûr ! Mais c'est ce que la Fed a offert aux banques.

Tout à coup, comme par magie, aucune banque ne semblait plus à court de liquidités. Cela a contribué à rassurer les gros déposants. La panique bancaire s'est estompée et elle est rapidement devenue un vague souvenir.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. La Fed a poursuivi son programme de prêts d'urgence aux banques en leur prêtant de l'argent à un faible taux. Puis, elle y a ajouté une touche très rentable. Elle a permis aux banques de redéposer l'argent prêté sur un compte distinct portant intérêt auprès de la Fed. La Fed accorde un taux d'intérêt plus élevé sur les dépôts que le taux prélevé sur les prêts, ce qu'aucune banque ne fait pour ses clients. La Fed a transformé son programme de prêts d'urgence en un programme qui fournit aux banques des profits garantis et sans frais.

Cet exemple montre comment les capitalistes utilisent le gouvernement pour les sortir d'une crise de leur propre système et comment le système bancaire lui-même sait tirer des bénéfices d'un plan de sauvetage.

Mais cela ne signifie en aucune façon que la crise sous-jacente est terminée. Elle prend simplement des formes différentes. Aux États-Unis, il y a eu une aggravation de la crise de l'immobilier commercial. Au cours des deux dernières années, les taux d'inoccupation des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des magasins de détail ont été très élevés et cela a causé de lourdes pertes, qui se comptent en milliers de milliards de dollars. Et elles font peser de grandes menaces sur le système bancaire et l'économie dans son ensemble.

Voici comment le *Wall Street*

Journal décrivait la crise dans un article de septembre 2023 intitulé « La spirale infernale de l'immobilier commercial menace les banques américaines » : « Avec l'effondrement actuel du marché de l'immobilier commercial, la perte de milliers de milliards de dollars en prêts et investissements constitue une sérieuse menace pour l'industrie bancaire, et potentiellement pour l'économie au sens large. Ce qui est communément rapporté est largement en dessous de la vérité. Les banques risquent de déclencher un scénario catastrophe dans lequel les pertes sur les prêts inciteraient celles-ci à réduire drastiquement leurs prêts, entraînant de nouvelles chutes des prix des biens immobiliers et, par là même, davantage de pertes ».

Il y a quelques mois, dans l'émission télévisée 60 Minutes, le directeur de la Fed, Jerome Powell, a été interrogé sur la crise de l'immobilier commercial et sur la manière dont elle pourrait affecter la stabilité du système bancaire. Il a donné une réponse banale afin de ne pas attirer l'attention sur la gravité de cette crise. Mais évidemment, la Fed et le gouvernement américain se tiennent prêts à renflouer les banques et les autres compagnies financières

si les choses menaçaient de devenir incontrôlables.

C'est ce qu'ils ont fait, à maintes reprises, au cours des 50 dernières années. Depuis 50 ans, l'économie capitaliste est embourbée dans la crise, une crise qui a fait reculer dramatiquement les conditions d'existence des masses laborieuses – situation décrite dans notre texte sur la situation intérieure¹. Mais il n'y a pas eu d'effondrement catastrophique comparable à celui provoqué par le krach boursier de 1929. Cela est dû au fait qu'à chaque fois qu'un effondrement se profile, le gouvernement accouche d'un plan de sauvetage. Et ces plans de sauvetage deviennent de plus en plus conséquents. En 1992, un pan entier du système bancaire, celui des banques d'épargne et de crédit, s'est effondré complètement. Le plan de sauvetage a coûté 150 milliards de dollars. À l'époque, cela a été considéré comme énorme. Mais même compte tenu de l'inflation, ce plan qui vaudrait aujourd'hui 500 milliards de dollars est relativement faible comparé aux dizaines de milliers de milliards de dollars qu'ont coûtés les plans de sauvetage mis en place lors de la crise de 2007-2008 ou plus récemment lors de la pandémie.

Cet argent n'est pas gratuit. Le gouvernement fédéral a contracté des montagnes de dettes pour régler les plans de sauvetage. Cela s'ajoute à toutes les autres dettes qu'il endosse pour soutenir, de mille et une manières, les profits de la classe capitaliste.

Pour avoir une idée de la rapidité avec laquelle cette dette a augmenté, il faut savoir que la dette fédérale n'a franchi le millier de milliards de dollars qu'à la fin de 1981. Aujourd'hui, elle est de plus de 34 000 milliards de dollars. Et savez-vous à qui l'ardoise est présentée ? À nous, la population laborieuse.



CAPTURE D'ÉCRAN 60 MINUTES

Jerome Powell, directeur de la Réserve fédérale (la Fed), le 4 février 2024.

1 Voir « Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière », *Lutte de classe*, mai-juin 2024, n° 240.



Dette du gouvernement fédéral des États-Unis de 2013 à janvier 2024, en milliers de milliards de dollars. Dette détenue par le public (en bas) et avoirs intragouvernementaux (en haut).

Source : <https://fiscaldata.treasury.gov/datasets/debt-to-the-penny/debt-to-the-penny>.

Comme l'a écrit Karl Marx, « *La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans les biens collectifs des peuples modernes est leur dette nationale.* » Vous ne possédez peut-être pas de maison. Vous ne possédez peut-être pas de voiture. Mais il y a une chose que vous possédez de manière incontestable, c'est la dette nationale.

Tous les ans, le gouvernement américain paye les intérêts de cette dette avec l'argent de nos impôts. Cette année, les paiements des intérêts sur cette dette s'élèvent, à eux seuls, à plus de 870 milliards de dollars. C'est plus que le budget officiel de la Défense. Pensez à cela ne serait-ce qu'une seconde. Les États-Unis dépensent plus pour leur armée que les quinze pays suivants réunis, à savoir la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, la France, le Japon, l'Allemagne, etc. Eh bien le paiement des intérêts est encore supérieur à cela.

Et c'est ainsi tous les ans. Le Bureau du budget du Congrès estime que, dans les dix ans à venir, les contribuables américains devront payer 12 000 milliards de dollars au titre du paiement des intérêts de la dette – sans même parler du remboursement de la dette elle-même, dette contractée notamment

pour assurer le financement des dépenses militaires. Autre comparaison : 12 000 milliards de dollars, c'est égal à la dette globale du gouvernement des États-Unis en 2009. Ce que cela signifie, c'est que les intérêts de la dette engloutissent le reste du budget fédéral, tout comme la commission qu'un joueur doit à son usurier engloutit tout, ou comme les taux d'intérêt et les remboursements des prêts hypothécaires à risque ont explosé il y a 15 ans.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que la population laborieuse va en subir les conséquences. Cela signifiera au minimum des coupes claires non seulement dans les programmes sociaux, mais également dans la Sécurité sociale et dans Medicare, le système d'assurance maladie des personnes âgées. Cela entraînera un déclin plus marqué du niveau de vie. Pire, cela signifiera de nouveaux effondrements économiques et financiers, à une échelle bien plus grande qu'aujourd'hui.

L'intervention de l'État pour sauver les « canards boiteux » n'est donc pas une panacée, elle ne guérit pas le capitalisme de ses crises. Son seul effet, c'est de repousser l'effondrement à une date ultérieure. Et lorsque tout s'écroule, l'effet est encore plus

dévastateur.

En régime capitaliste, il n'y a aucun moyen d'échapper aux crises. Celles-ci font partie intégrante du système, elles sont nécessaires à son bon fonctionnement. Dans une économie dominée par la bourgeoisie, il n'y a aucune planification, aucune coordination. C'est une sorte de chaos caractérisé par le « chacun pour soi », la loi de la jungle. Ainsi, en l'absence de planification et de coordination entre les agents économiques, le seul moyen dont dispose le système pour réguler son fonctionnement, ce sont les crises, c'est-à-dire la destruction périodique et massive de biens de consommation et de moyens de production, et la dette.

Les crises sont produites par le fonctionnement même du système. Sous le capitalisme, l'expansion des forces productives est bien plus rapide que celle des marchés capables d'absorber ce qui est produit. Cela est notamment dû au fait que les capitalistes sont en concurrence les uns avec les autres : c'est à celui qui paiera ses salariés le moins possible afin d'accroître ses profits. Mais, en réduisant les salaires, ils restreignent eux-mêmes le volume du marché qui peut absorber les biens de consommation produits. C'est pourquoi les périodes d'expansion conduisent inéluctablement à des crises de surproduction. Comme Marx et Engels l'écrivent dans le *Manifeste du Parti communiste*, l'idée même de surproduction aurait été complètement absurde dans les sociétés primitives. En effet, les membres de ces sociétés produisaient uniquement ce dont ils avaient besoin. Mais en régime capitaliste, les usines produisent périodiquement en masse un volume de marchandises qui ne trouvent pas preneur. Ce n'est pas que personne n'en aurait besoin. Mais les gens n'ont pas assez d'argent pour les acheter. Et les usines produi-

sant ces marchandises sont trop nombreuses.

Sous le capitalisme, ces marchandises qui ne peuvent pas être vendues doivent être détruites. Cette destruction est, inutile de le préciser, un énorme gaspillage et un moyen barbare de réguler le fonctionnement de l'économie. Ainsi, les ressources naturelles et le travail qui ont été incorporés dans ces marchandises sont eux aussi détruits. Et alors même que des marchandises invendues, des denrées alimentaires, des chaussures ou encore des véhicules s'accumulent, des gens meurent de faim et sont à la rue. Ces crises conduisent inévitablement les capitalistes et les gouvernements qui les servent à déclencher des guerres, lesquelles entraînent encore plus de morts et de destruction.

C'est complètement fou. Mais c'est inévitable dans le système capitaliste. Cette alternance de phases d'expansion et d'effondrements perdurera tant que le capitalisme existera.

Mais les crises d'aujourd'hui sont très différentes de celles des débuts du capitalisme.

Dans sa jeunesse, alors que le capitalisme s'étendait à toute la planète et conquérait de nouveaux marchés, les crises étaient plus ou moins périodiques, elles se produisaient à peu près tous les huit à dix ans, et faisaient partie de l'expansion du système. Les périodes de recul étaient plus limitées, et les phases d'essor, au contraire, plus longues et plus marquées.

Mais le développement même du capitalisme a détruit ce qui constituait le moteur de son dynamisme. En effet, sa conquête de la planète s'est accompagnée d'une concentration accrue du capital. Ce processus a conduit à l'apparition et à l'essor des monopoles, du capital financier et de l'impérialisme. Et, depuis que le capitalisme est parvenu

à ce stade de sénilité et de pourrissement, ses crises sont devenues plus irrégulières en même temps que chroniques.

La dernière grande crise historique à s'être développée jusqu'à sa conclusion a été la Grande Dépression de 1929. Cette crise a été la pire que le système capitaliste ait jamais connue. Elle a conduit aux horreurs du fascisme et à la destruction et aux exterminations de masse durant la Deuxième Guerre mondiale, ainsi qu'à la conception et à l'utilisation de la bombe atomique. Ce déchaînement de destruction et de mort a jeté les bases d'une reprise économique. Mais cette reprise n'a duré qu'une vingtaine d'années, et elle s'est principalement appuyée sur les dépenses militaires et sur la reconstruction de tout ce qui avait été détruit par la Deuxième Guerre mondiale et, avant elle, par la crise de 1929. En outre, la reprise n'a concerné qu'un nombre limité de pays, où seules certaines franges de la classe ouvrière ont vu leur niveau de vie augmenter. Aux États-Unis, les travailleurs de l'industrie automobile ont obtenu des hausses de salaires et des allocations diverses qui les ont hissés au niveau de la classe moyenne. Mais, même dans ce secteur, seul un travailleur sur neuf a pu obtenir une pension de retraite.

Aucun des gains engrangés n'a été durable. Vers la fin des années 1960, alors que la reconstruction s'achevait, l'économie a renoué avec des crises chroniques de surproduction.

Depuis les années 1970, il y a eu de nombreuses récessions. Mais toutes ont été interrompues par des interventions de l'État pour sauver la mise aux capitalistes. Ces crises n'ont pas pu jouer leur fonction de régulation de l'économie. Elles n'ont pas détruit l'énorme volume du surendettement ni fait

éclater les bulles spéculatives. Il est certain qu'en l'absence d'interventions de l'État, ces crises auraient conduit à une dépression comparable à celle de 1929. Mais ces interventions ont créé de nouveaux problèmes. Elles ont favorisé l'apparition et le développement d'un surendettement colossal et d'un volume inédit de spéculation, qui pèsent de plus en plus sur l'économie au point de l'étouffer. C'est l'une des raisons pour lesquelles les reprises qui ont succédé à ces récessions ont été limitées et superficielles. Le résultat, c'est une société écrasée par la croissance des inégalités, du chômage, du sous-emploi et des guerres, et marquée en même temps par une croissance inouïe des richesses. Des crises plus terribles encore sont probables. Même aux informations, on parle de plus en plus de la possibilité d'une troisième guerre mondiale comme de la chose la plus naturelle au monde. C'est un moyen de conditionner les gens pour qu'ils acceptent un avenir véritablement barbare. Tout cela est le symptôme d'un capitalisme à l'agonie.

Comme l'écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste*, les crises, «*par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise*».

C'est précisément pour ça que les travailleurs n'ont jamais cessé de refuser qu'on les écrase, et qu'ils se sont révoltés, encore et encore. Mais ce qui a manqué à chacune de ces révoltes, le facteur qui aurait permis aux travailleurs en lutte d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie, c'est le parti. Un parti, ce n'est pas forcément une énorme machine. Mais comme ce parti n'existe toujours pas, eh bien il nous revient à nous, aujourd'hui, de faire le nécessaire pour le construire.

29 mars 2024



La Conférence de fondation de la IV^e Internationale (Septembre 1938)

Une résistance antinazie, ouvrière et internationaliste: les trotskystes de Nantes et de Brest (1939-1945)

par Robert Hirsch, Henri Le Dem et François Preneau, éditions Syllepse, 2023.

Trois anciens militants de la LCR ont eu la bonne idée de présenter ce que fut l'activité des trotskystes en Bretagne durant la Deuxième Guerre mondiale¹. Ils ont fouillé les archives locales et préfectorales, ont recueilli des témoignages de militants de l'époque et consulté une foule de publications, qui illustrent concrètement comment ces trotskystes s'adressaient aux travailleurs, français mais aussi allemands, sous l'uniforme.

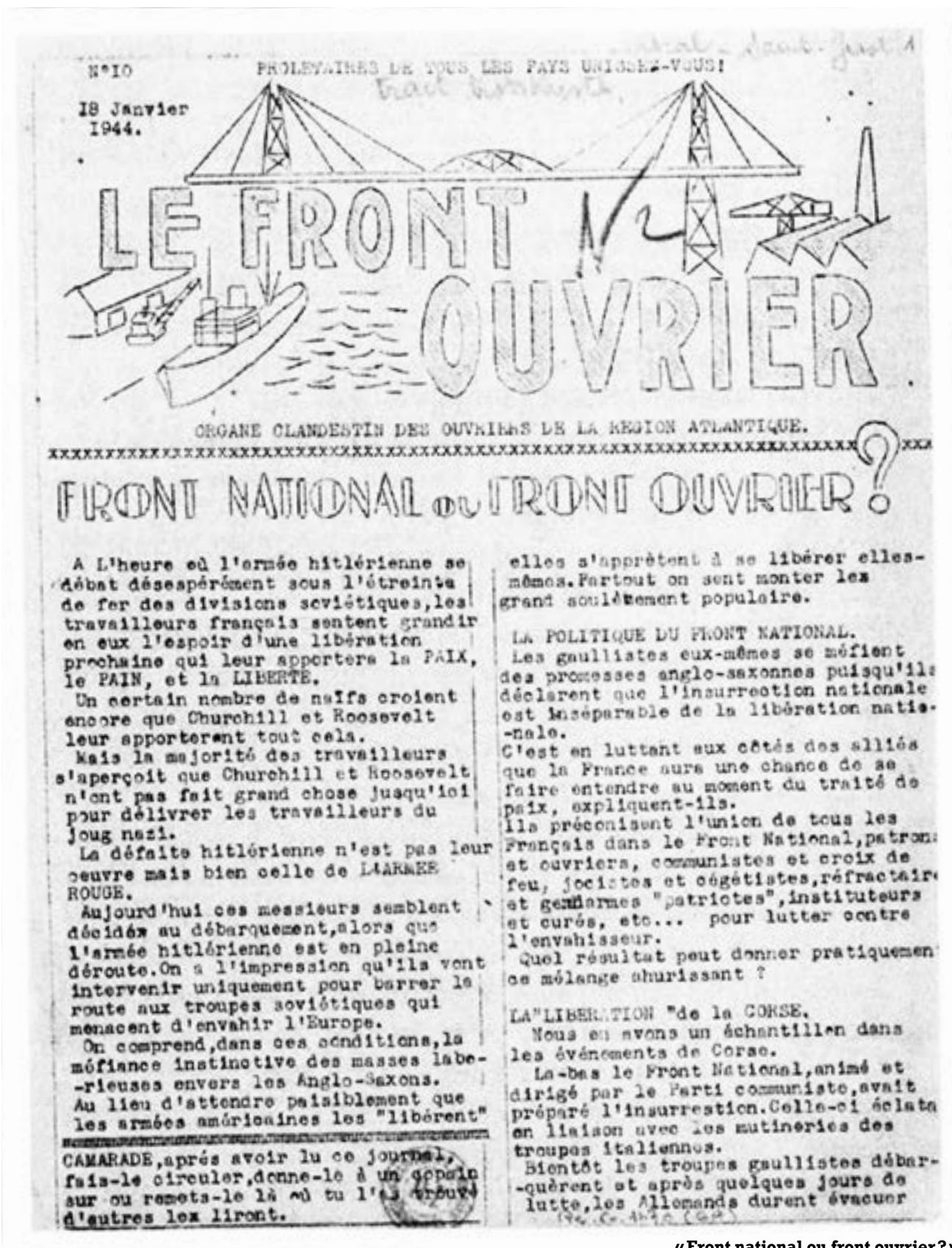
Issus de milieux populaires, jeunes ouvriers ou postiers, ils avaient à peine 20 ans. Ceux, pas beaucoup plus âgés, qui les avaient gagnés, souvent dans les auberges de jeunesse, n'avaient guère plus d'expérience et de formation politique. Mais tous voulaient combattre cette guerre, fruit du système capitaliste et opposant les impérialismes français, britannique, américain et allemand, où il n'y avait pas à choisir entre les Roosevelt, Churchill, de Gaulle et Hitler, tous ennemis de la classe ouvrière.

C'est ce que dit leur presse clandestine (*L'Étincelle*, puis *Front ouvrier*) qu'ils tentent de faire pénétrer dans de grandes usines dès le début de la guerre. Il faut le souligner car, dans la France d'alors, le mouvement trotskyste est en piteux état: éclaté, désorganisé, coupé de la classe ouvrière, affaibli par des arrestations, abandonné par plusieurs de ses cadres. Et ceux qui tiennent bon vont perdre leur meilleure boussole, Trotsky, que Staline fera assassiner au Mexique le 20 août 1940.



Journal pour le soldat et le travailleur à l'Ouest. Publié à Brest au cours de l'été 1943.

1 Nous les avons accueillis à la Fête de Lutte ouvrière 2024 à Presles pour qu'ils y présentent leur ouvrage.



«Front national ou front ouvrier?»

Le Front ouvrier, organe clandestin des ouvriers de la région atlantique, n° 10, 18 janvier 1944.

De surcroît, peu d'entre eux ont eu connaissance de ce qu'écrivait Trotsky en mai 1940 dans le *Manifeste d'alarme de la IV^e In-*

ternationale, puis le 30 juin dans *Notre cap ne change pas*². Il y affirmait, après la défaite de la France, qu'une modification de

la ligne de front ne change en rien la nature impérialiste de la guerre, que « *la nouvelle carte de guerre de l'Europe n'invalide pas*

2 Ces deux textes se trouvent sur marxists.org.

les principes de la lutte de classe révolutionnaire».

Ce cap, de rares militants le tiennent, tels ceux du petit Groupe communiste (IV^e Internationale) dont se revendique Lutte ouvrière³. C'est aussi le cas d'une poignée de trotskystes à Nantes et Brest. Est-ce un effet de leur instinct de classe, vu leur origine sociale ? En tout cas, ils vont à contre-courant du groupe auquel ils se rattachent, le Parti ouvrier internationaliste, un temps nommé Comités pour la IV^e Internationale. Depuis 1940, cette tendance a sombré dans le chauvinisme, par suivisme vis-à-vis des milieux petits-bourgeois dans lesquels elle baignait déjà avant la guerre. Le POI tend alors « *la main aux éléments de la bourgeoisie pensant français* », appelle à créer des « comités de vigilance nationale » et charge son chef, Marcel Hic, de prendre contact avec Jean Moulin, l'émissaire de De Gaulle !

Les circonstances de l'occupation firent qu'à Nantes et Brest des militants durent plus ou moins se débrouiller par eux-mêmes pour trouver les moyens de leur activité et élaborer leur propagande, qui va de ce fait échapper aux courants chauvins agitant la petite bourgeoisie.

Les auteurs du livre, fidèles au suivisme de leur courant vis-à-vis de la Résistance, regrettent que le POI ait oscillé entre dénoncer un mouvement qui défendait les intérêts de la bourgeoisie française et de son État et s'y fondre. Malgré cela, quand ces mêmes auteurs décrivent

l'activité des militants bretons, qui s'adressaient aux ouvriers et avaient formé un noyau trotskyste dans la garnison allemande de Brest⁴, ils montrent que les dérives chauvines des dirigeants du POI ne devaient rien à la pression qu'aurait exercée sur eux l'opinion publique des milieux populaires, excuse qu'ils inventèrent après coup. En 1940, les stalinien n'ayant pas encore entrepris de gangrener les masses populaires avec le poison du nationalisme, le chauvinisme du POI avait une tout autre cause. Il résultait de sa sensibilité à l'idéologie de la petite bourgeoisie et de son refus de s'extraire de ce milieu pour former des militants communistes révolutionnaires liés à la classe ouvrière.

La période n'était pas la moins propice à la création d'une organisation révolutionnaire de type bolchevique. Mais pour que cela se fasse, il aurait fallu, outre des militants qui s'adressent aux ouvriers sur un terrain de classe comme à Nantes et Brest, une direction qui ait la volonté de mener une telle politique et de former pour cela d'authentiques militants communistes. Or c'est ce qui fit défaut. Après 1942 le POI, puis le PCI réunifié affichèrent une ligne se voulant internationaliste. Mais cela ne les empêcha pas de se caler sur la Résistance et, avant de s'en revendiquer à la Libération, d'accepter que certains de leurs militants rallient son bras armé, les FTP. Ainsi le livre cite un responsable breton déplorant

ne pas avoir de camarades à envoyer au maquis car, disait-il, les plus expérimentés étaient entrés en usine pour y militer !

La dérive chauvine du POI n'avait rien d'accidentel. En février 1944, le PCI déclara avoir commis des « erreurs ». Mais en même temps, il se refusa à en chercher les causes sociales : en extirper les racines aurait été le seul moyen de remettre l'organisation sur des rails prolétariens. C'est la raison pour laquelle le groupe Barta, qui, lui, n'avait pas cédé au chauvinisme, refusa de rejoindre des groupes qui, ayant connu toutes sortes de dérives, se réunirent alors en prétendant représenter le trotskysme en France. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, après guerre, leur opportunisme allait les amener à prendre des positions qui s'opposaient aux traditions politiques et organisationnelles du bolchevisme que Trotsky avait voulu léguer aux nouvelles générations révolutionnaires.

Cela étant, ce livre montre le courage et la détermination de militants que l'on voit agir sans faiblir, plusieurs d'entre eux l'ayant payé de leur vie sous les balles de la Gestapo ou dans les camps du nazisme. Et, ce n'est pas son moindre intérêt, ce livre souligne à sa façon que c'est malgré la politique de leur direction que ces militants tentèrent de garder le cap, ce pourquoi ils méritent tout notre respect.

16 juin 2024

3 Lire la brochure de ce groupe *La lutte contre la Deuxième Guerre impérialiste mondiale*, publiée en novembre 1940. Elle est en vente sur le site de Lutte ouvrière (1 euro) et disponible aussi sur marxists.org.

4 Les éditions Syllepse ont publié sur ce sujet, en 2021, *Un Juif berlinois organise la résistance dans la Wehrmacht* – « Arbeiter und Soldat », de Nathaniel Flakin.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les derniers exposés du CLT :

L'Union européenne s'enfonce dans la crise : pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176 L'Internationale - août 2023 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre : un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique : face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
n° 172, 15 avril 2023 - 2 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Cahiers de Verkhnéouralsk – Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

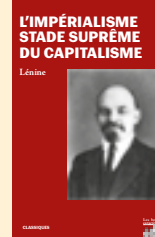
Collection Classiques
446 pages - 25€



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

Lénine

Collection Classiques
176 pages - 10 €



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages - 25€



Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux – La Source
Christiane Hauchère
Collection Témoignages
72 pages - 5€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



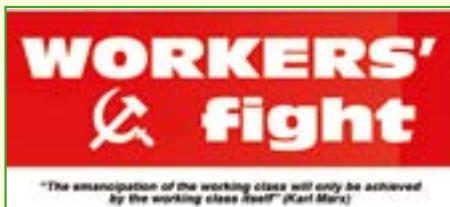
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>